l'unité

M 2805 - N° 374 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 14-20 mars 1980



Sygma

Les dangers d'une économie "extravertie"

A trop vouloir privilégier les contrats dits fabuleux, on a délaissé le marché intérieur



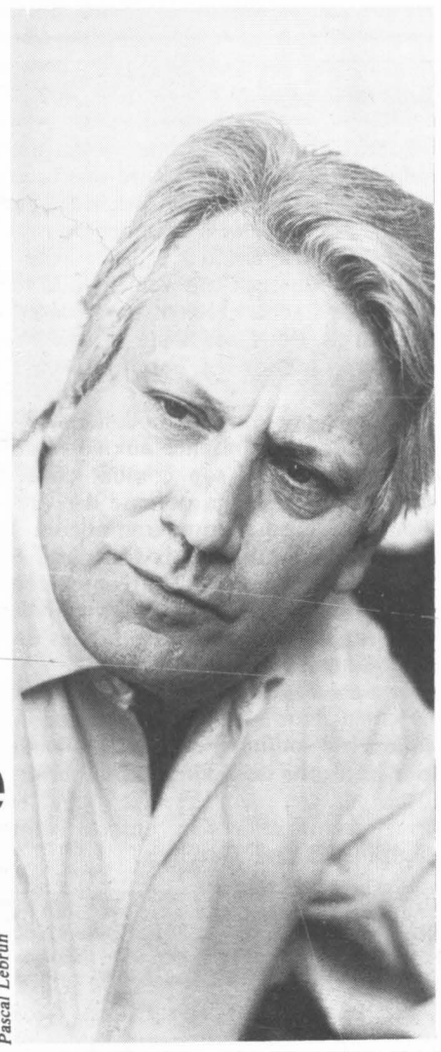
La justice malade de Peyrefitte

L'égalité des citoyens devant la Justice, garantie par la Constitution, demeure plus que jamais, Peyrefitte aidant, une vue de l'esprit

Yourcenar : une œuvre puissante et douce



Semprun : un communiste qui a de la mémoire



Pascal Lebrun

Le P.s. tient bon

PAR CLAUDE ESTIER

« UN outil de formation des militants, de diffusion de la pensée socialiste et de cohésion du Parti. » En présentant ainsi à l'occasion de la réunion des secrétaires fédéraux le Projet socialiste édité en livre — à cent cinquante mille exemplaires —, François Mitterrand a ouvert la campagne de popularisation du document adopté à la quasi-unanimité de la Convention nationale de janvier dernier.

Cette campagne de popularisation doit constituer dans les semaines qui viennent une étape importante de la vie du P.s. Liée à des actions concrètes, notamment sur le terrain économique et social, elle doit permettre de faire progresser les idées défendues par le Parti, de donner davantage d'audience à ses propositions, de lui gagner de nouveaux adhérents.

La valeur du Projet socialiste, dont il a déjà été souligné qu'il n'est pas à proprement parler un programme de gouvernement et qu'il devra donc être complété le moment venu par un calendrier de mesures immédiates, est de dessiner des orientations à moyen terme, de définir des objectifs réalistes pour transformer la société française à partir de ce qu'elle est aujourd'hui. Il apporte la preuve que le Parti socialiste, en dépit des graves difficultés que la gauche traverse actuellement, ne renonce en aucune manière au combat contre le capitalisme et contre les forces conservatrices qui gouvernent la France avec un cynisme rarement atteint.

Forte capacité de riposte

Alors que la droite et la direction du Parti communiste mêlent quotidiennement leurs voix pour tenter de l'affaiblir, le Projet démontre à la fois l'unité du Parti socialiste et sa vitalité. Alors que la quasi-totalité de la presse écrite et audiovisuelle ne veut le voir que préoccupé de désigner son candidat à l'élection présidentielle, le Projet socialiste souligne que le P.s. place ailleurs ses priorités. La réunion des secrétaires fédéraux qui regroupe l'ensemble des véritables responsables du Parti a d'ailleurs témoigné de sa bonne santé. Les interventions des uns et des autres, à quelque courant qu'ils appartiennent, ont montré que face aux assauts qu'il subit de tous côtés le Parti tient bon et n'est pas prêt dans son immense majorité d'écouter ceux qui voudraient le faire changer de ligne.

Plusieurs orateurs ont mis l'accent sur le fait que la volonté unitaire des militants se double désormais d'une forte capacité de réplique aux mensonges répétés du Parti communiste. C'est celui-ci qui se trouve aujourd'hui dans l'impasse avec une image sérieusement dégradée, un électorat en baisse sensible, des cellules paralysées, son secrétaire général contesté et contraint à la défensive.

Quels que soient les effets négatifs de la division entretenue par les dirigeants du P.c.f., le Parti socialiste rejette donc tout pessimisme. Il entend au contraire répondre de son mieux à l'aspiration persistante au rassemblement des forces populaires que traduisent chaque semaine les reports de voix sur les candidats de gauche les mieux placés dans les élections partielles ou encore l'exceptionnel succès de la pétition lancée en commun il y a seulement quelques semaines par des militants socialistes et communistes « Pour l'union dans les luttes ».

(suite en page 2)

Col. Fondation Jean-Jaurès

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Le recul électoral et politique du P.c.

Georges Marchais a échoué dans sa volonté de rééquilibrage et c'est le P.s. qui en profite... malheureusement dans une gauche globalement en baisse

PAR GERARD LE GALL

DEPUIS quelques semaines les élections cantonales partielles suscitent un intérêt surprenant. A quatorze mois environ de l'élection présidentielle il n'est pas de quotidien, d'hebdomadaire, de journaux télévisés, de commentaires radiophoniques qui ne cèdent à la tentation de commenter les résultats dominicaux des plus petits cantons. La leçon qu'ils en tirent est d'ailleurs d'une extrême diversité. Jugeons-en. Lundi et mardi derniers « le Monde » titrait un article de Raymond Barrillon « le recul électoral de la gauche se confirme ». Pour Jean-François Domic dans « le Matin » c'était « la stabilité » ; là de bons reports à gauche, ici des reports défectueux. Qui croire ? Avant de tenter de voir un peu plus clair dans ce concert d'opinions discordantes, réfléchissons un instant sur la nature de ces élections partielles et la difficulté de les analyser rigoureusement.

LE PARTICULARISME DES ELECTIONS CANTONALES PARTIELLES.

Leurs résultats font l'objet parfois sur une même période de représentations chiffrées différenciées. Quant aux commentaires, c'est la bouteille à l'encre ! Les petites habiletés n'expliquent pas tout. Assurément le sujet suscite par lui-même ces phénomènes. Outre la pluralité des références — mars 1976 ou mars 1979 — on dispose fort rarement dans les mêmes cantons d'une politique de présence et de candidatures homogènes entre élections générales et élections partielles. Parfois on compte trois candidats en 1979, puis quatre lors de la partielle, un U.d.f. se présentant comme à Saint-Affrique (Aveyron), la gauche retrouvant dès lors au second tour une partie des voix qui s'était échappée lors du premier ; des candidats nouveaux après le décès ou la démission d'un notable implanté de longue date, par exemple le député Jean-Pierre Defontaine (M.r.g.) candidat après la démission d'Henri Guidet, conseiller général socialiste depuis 1945 et de surcroît démissionnaire du P.s., à Bapaume (Pas-de-Calais) ; un candidat socialiste de 1979 qui tourne casaque en se présentant contre l'actuel candidat à Cusset (Allier) ; des candidats P.s.u. ou écologiste qui surgissent à Gagny (Seine-Saint-Denis) ou à Créon (Gironde) ; une absence du P.s. ou du P.c. parfois les deux en Haute-Corse... Sans oublier les conséquences de l'invalidation, les variations d'abstentions, le poids relatif au canton sur le calcul des moyennes, enfin la distribution des cantons soumis à renouvellement. Bref un véritable imbroglio ! A vrai dire on ne peut faire de synthèse rigoureuse que sur une période suffisamment grande, un semestre par exemple. En dépit de ces obstacles de méthode et sous la pression des médias analysons les tendances actuelles non sans rappeler l'étude que nous faisions ici même (voir « l'Unité » du 11 au 17 janvier 1980).

STABILITE ENTRE MARS ET DECEMBRE 1979. CONTRASTES AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE 1980.

Entre mars et décembre 1979 on peut observer une remarquable stabilité en termes droite-gauche puisque le rapport de forces se maintient à 0,2 point près ; au sein de l'opposition le rapport de forces reste sensiblement le même. Le constat est différent si l'on ne tient compte que des neuf consultations rigoureusement comparables du second semestre. Ici le P.s. progresse (plus 0,1 point) et le P.c. paie sa politique anti-unitaire en régressant sensiblement (moins 1,5 point). Entre les 6 janvier et 24 février 1980 la série des sept cantons en jeu ne fut pas faste pour la gauche. Et la dégradation de la situation en son sein — et la particularité des cantons — ont pour conséquences une perte globale (7 points). Ni les primaires M.r.g.-P.s. à Luz-Saint-Sauveur (Hautes-Pyrénées) et à Saint-Gengoux (Saône-et-Loire) ni la primaire P.s. - divers gauche à Bouilly (Aube) ni l'absence du P.c. dans deux cantons de Haute-Corse n'autorisent des comparaisons propres à chaque formation. Toutefois là où il est présent, le P.c. perd en moyenne deux points.

Inconvénients des prestations de Marchais

En revanche, après les 2 et 9 mars la situation se présente plus favorablement pour la gauche puisqu'elle régresse peu par rapport à son niveau très élevé de mars 1979 (moins 1,7 point). Encore doit-on préciser qu'à Cusset l'ex-candidat du P.s. réalise 8 % et qu'un écologiste obtient 6 % à Créon. En dépit de ces handicaps et de la présence du P.s.u. (2,3 %) à Gagny, les sept candidats du P.s. progressent globalement de 0,16 point. Le P.c. chutant de 2,3 points. On le voit, au premier tour en tout cas, le recul de la gauche ne s'est pas accentué. Et le second tour ? Beaucoup de résultats étant acquis dès le premier tour, restent seulement à analyser quelques duels. Lorsque le P.c. est présent — à Bouilly, à Franconville et à Cusset — il approche ou dépasse le total des voix de la gauche du premier tour : respectivement moins 68, plus 177 et plus 454 voix. On nuancera toutefois ce satisfecit en soulignant — outre un déchet probablement plus élevé que les apparences comptables — la faible mobilisation en faveur de la gauche des nouveaux électeurs de second tour. Lorsque c'est le P.s. ou le M.r.g. qui portent les couleurs de la gauche, on fera les mêmes observations. Il faudra me semble-t-il attendre les tout prochains mois pour savoir laquelle de ces deux dernières phases de notre trimestre inachevé constitue la nouvelle donne électorale. Une chose semble acquise toutefois, Georges Marchais a échoué dans sa volonté de rééquilibrage et c'est le P.s. qui en profite, malheureusement dans une gauche globalement en baisse. A ce recul électoral du P.c. correspond une nette dégradation de son image dans l'opinion. Si l'on en croit un sondage de la Sofrès, réalisé du 22 au 27 février et publié par un groupe de journaux de province, les Français prennent de plus en plus conscience du soutien objectif du P.c. au président de la République. A la question fort explicite : « Au fond des choses, avez-vous le sentiment que le P.c. pour la prochaine élection présidentielle préfère la victoire d'un socialiste ou la réélection de monsieur Giscard d'Estaing », 31 % des Français penchent pour la première hypothèse, mais 44 % privilégient la seconde, 25 % étant sans opinion. Alors que la seconde hypothèse est majoritaire dans tous les autres électorats, 22 % des communistes partagent aussi ce sentiment ! Tous les autres indicateurs de ce sondage montrent le recul politique du P.c. et soulignent les inconvénients à 58 % pour le Parti communiste du style des prestations de Georges Marchais à la télévision et à la radio (1). Pendant combien de temps encore la direction du P.c. privilégiera-t-elle cette politique absurde du moins au seul point de vue des intérêts des travailleurs français ? ●

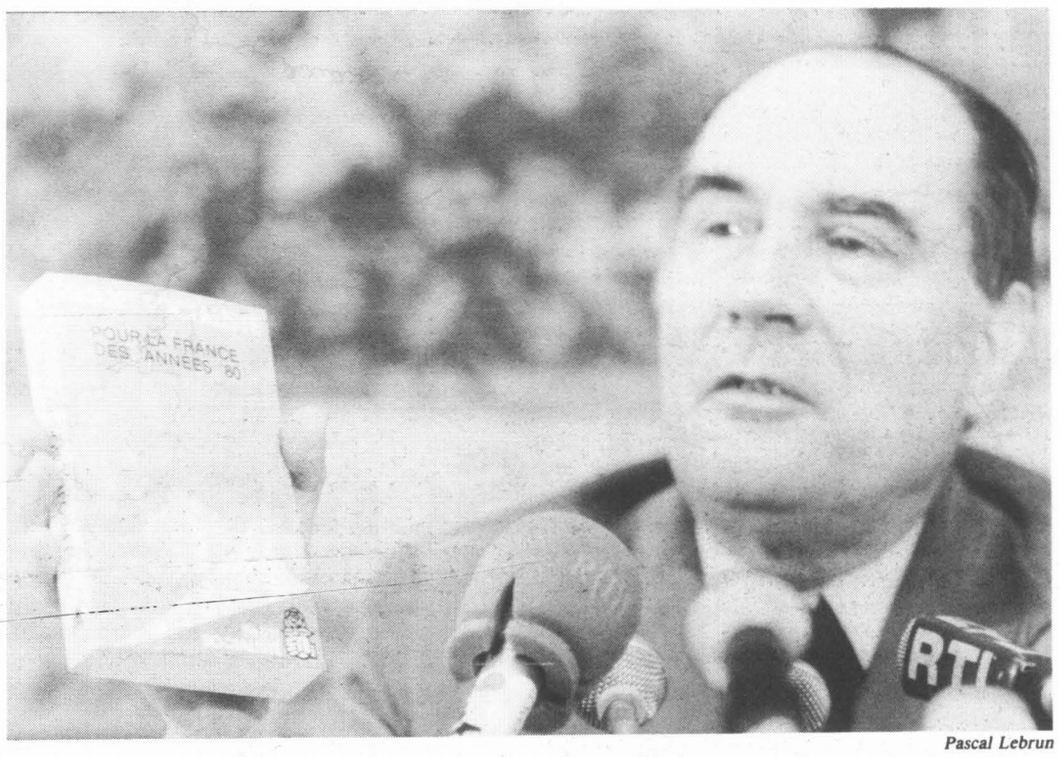
(1) 28 % des communistes y sont aussi sensibles.

(suite de la page 1)

Toute une propagande soigneusement orchestrée tend à faire croire que la gauche est hors jeu, que Valéry Giscard d'Estaing n'a pas grand-chose à craindre pour sa réélection l'an prochain. S'il en était ainsi l'ensemble de ceux qui veulent que rien ne change ne s'acharneraient pas comme ils le font sur le Parti socialiste et son Premier secrétaire, garant de son unité et de sa cohésion.

L'opiniâtreté du P.s., la cohérence de ses propositions, sa présence aux côtés des travailleurs en lutte, son combat conséquent pour les libertés et la défense des droits de l'homme (1), son action continue en faveur de la détente et de la paix font qu'il constitue plus que jamais le seul recours contre le pouvoir giscardien. C'est l'honneur de tous ses militants de vouloir être dignes de cette immense responsabilité.

(1) Les députés socialistes français au Parlement européen ont eu l'occasion cette semaine de souligner que le combat du P.s. pour les droits de l'homme ne saurait avoir qu'un caractère universel et global et non pas restrictif et à sens unique comme le voudrait Georges Marchais. ●



Pascal Lebrun

François Mitterrand présentant le Projet socialiste à la presse.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Les dangers d'une économie "extravertie"

A trop vouloir privilegier les contrats dits fabuleux, on a délaissé le marché intérieur

PAR GUY PERRIMOND



Sygma

Valéry Giscard d'Estaing en Jordanie.

L'IRAN, vous vous souvenez ? Il y a à peine quatre ans, Jacques Chirac était alors Premier ministre, il ne se passait pas de mois sans qu'un contrat « fabuleux » soit annoncé. La survie de « la maison France » semblait déjà dépendre du nombre de kilomètres parcourus par quelques ministres et le Premier ministre en exercice. La fuite en avant commençait.

Elle dure encore. Mais aujourd'hui le président de la République lui-même s'est transformé en commis voyageur. Témoin son séjour dans le golfe Persique. Une demi-douzaine d'accords y ont été signés qui vont de la fourniture de pétrole brut à l'agriculture, en passant par des accords financiers, la recherche solaire, le développement du tourisme et, peut-être, quelques fournitures militaires. En sera-t-il du Golfe comme de l'Iran ? Car il a suffi que le chah connaisse quelques difficultés financières puis soit chassé du pouvoir pour que petit à petit les contrats se réduisent et soient, enfin, dénoncés. Ce qui montre les risques d'une économie extravertie, constamment à la recherche de nouveaux débouchés, hésitante sur les spécialisations indispensables.

Pourtant des résultats non négligeables semblent avoir été atteints : en 1979 la France est devenue — pour peu de temps d'ailleurs — le troisième exportateur mondial, après les Etats-Unis et la R.f.a., devançant le Japon par le volume de ses ventes sur les marchés extérieurs. En d'autres temps le gouvernement n'aurait pas hésité à crier victoire. S'il ne l'a pas fait, c'est que derrière une victoire apparente ce sont des dangers qui s'amoncellent.

1975. Le premier « choc » pétrolier a été enregistré. Venant s'ajouter à une crise profonde de l'économie mondiale, il va servir d'alibi à ce que l'on appelle alors le « redéploiement industriel ». Ministres et patrons s'emploient à convaincre l'opinion. Les discours et les colloques se multiplient. Le credo affiché est simple : « Pour payer la facture pétrolière de la France il faut exporter davantage. » Et les Français à qui on demande de travailler une semaine de plus « pour l'exportation » sont mis en demeure d'oublier que cette simplicité est trompeuse. La crise est ramenée au seul pétrole, ses véritables causes sont cachées. Tout comme sont cachés quelques principes de base très simples : tout d'abord qu'une économie se construit sur son marché intérieur, puis que les courants d'échanges, pour être sûrs, doivent être basés sur des clients solides et durables.

Des marchés à haut risque

1980. Les exportations françaises ont augmenté d'un tiers par rapport à 1974. Mais rien n'a été réglé. Non seulement la facture prétrolière s'est accrue mais les dangers, dénoncés par le P.s. en 1975, d'une économie extravertie sont devenus des réalités.

Tout d'abord les faiblesses structurelles de notre commerce extérieur demeurent. La France « gagne » des marchés à haut risque. L'Insee a calculé que les firmes françaises avaient été bénéficiaires de la moitié des appels d'offres lancés entre 1975 et 1978 par les pays en voie de développement. C'est-à-dire, le plus souvent, par des pays « instables » ou frisant l'insolvabilité. Et dans le même temps le déficit du commerce extérieur français avec les pays industrialisés demeure. Mieux, avec les Etats-Unis par exemple, il se creuse. Au total, à part la Grande-Bretagne et la Suisse, la France ne dégage des excédents qu'avec les pays de l'Est et ceux du quart monde. C'est dire si la conjoncture politique peut les rendre fragiles et aléatoires.

L'U.r.s.s. par exemple n'est que le neuvième client de la France et ne représente qu'un peu moins de 3% de nos échanges. Mais l'excédent français est passé de 1,9 milliard de francs en 1978 à trois milliards en 1979 et les échanges franco-soviétiques doivent tripler entre 1981 et 1985. C'est dire aussi si les grandes firmes françaises, comme Péchiney-Ugine-Kuhlmann ou Creusot-Loire, surveillent la qualité de rapports entre Moscou et Washington : si le retrait américain annoncé à la suite de l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan se précisait, ces firmes — et quelques autres — pourraient y trouver de nouveaux débouchés. Et pour des produits à haute valeur ajoutée : 40% des commandes soviétiques portent déjà sur des biens d'équipements. L'U.r.s.s. est d'ores et déjà un des rares pays avec lequel la balance d'échanges technologiques est positive.



Car à regarder de près la structure des échanges français quelques doutes germent : si l'avenir est sombre, le pétrole, loin de là, n'est pas le seul responsable. Les derniers chiffres publiés, ceux de janvier, ne sont pas particulièrement exaltants. Tout d'abord un déficit de 4 628 millions de francs, contre 778 millions en décembre 1979. Soit six fois plus. Pour Jean-François Deniau, ministre du Commerce extérieur, le coupable est évidemment le pétrole. Mais à regarder les détails, le tableau devient différent. Certes le déficit énergétique atteint 9,5 milliards de francs soit 1,4 milliard de plus qu'en décembre. Mais d'où provient le trou restant, soit 3,2 milliards ?

Tout simplement d'une croissance continue des autres importations et d'une baisse de nos exportations ! Ce qui n'a rien à voir avec le pétrole.

A vouloir privilégier les contrats « fabuleux » on a délaissé le marché de l'Hexagone. Résultat : les achats à l'étranger de biens de consommation et d'équipement ménager par exemple se sont élevés à sept milliards soit 18% de plus que la moyenne mensuelle de 1979. Et malgré un record pour les produits agro-alimentaires nos exportations ont chuté de 2,3% entre janvier et décembre.

Au total, le seul élément positif mesuré en 1979 est l'évolution d'un secteur, celui des « invisibles », c'est-à-dire des services, des transports, du tourisme. Les « services » comptabilisent entre autres l'engenierie, les grands travaux. Et la France, en particulier dans le tiers monde, a vendu de la matière grise. Mais elle s'est révélée incapable de vendre — à part dans de rares filières comme l'automobile et l'aviation — de la matière grise incorporée dans des produits indispensables.

Les multinationales font la loi

On en arrive ici aux véritables buts du « redéploiement » recherché depuis 1975. Dans une économie non planifiée, où les grands groupes industriels font la loi, il est évident que le redéploiement a des buts bien précis : permettre à ces grands groupes d'assurer leurs marchés, donc leurs profits. Et de fait, toutes les mesures prises ont permis d'aboutir à ce résultat. En France plus qu'ailleurs les marges bénéficiaires de l'industrie se sont maintenues — et le plus souvent accrues — essentiellement par la hausse des prix. Voilà pour les efforts patronaux : anticiper l'inflation, maintenir les salaires, et compter sur le gouvernement pour s'assurer les marchés.

Puis refuser la planification, laisser jouer chacun des partenaires. Ce qui en termes clairs signifie que les multinationales françaises ont mené la politique qu'elles ont voulue. Ce qui n'a rien à voir avec l'intérêt national bien compris. Or les multinationales françaises existent. Pratiquement dans tous les secteurs. Une enquête du « Nouvel Economiste » portant sur les firmes réalisant plus d'un milliard de chiffre d'affaires montre que le patronat français est « honorablement placé ». Présente à ce niveau-là dans tous les secteurs — à l'exception de la chimie — l'industrie française avec

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

122 « multinationales » peut faire valoir quelques réussites : de Michelin pour le caoutchouc à P.u.k. pour les métaux non ferreux en passant par l'aéronautique, l'automobile ou le plastique, il existe des firmes qui ont su — et souvent, ont été aidées — se tailler un beau marché et y dégager des profits de taille.

Mais cela ne structure pas une économie, n'assure pas l'avenir. Depuis 1974, le temps n'a pas manqué pour faire évoluer l'économie. Il aurait été possible de réduire d'une manière plus significative la facture pétrolière. Toute une gamme de choix était offerte : en six ans bien des choses étaient possibles, qu'il s'agisse d'économies d'énergie — de véritables économies, pas celles induites par la pression des coûts sur les consommateurs — d'énergies nouvelles ou anciennes, de diversification.

Pôles de compétitivité

Il aurait été possible aussi, si la planification n'avait pas été réduite à n'être qu'un gadget, de dégager des productions d'avenir, ces pôles de compétitivité, dont la France manque. Et, surtout, de considérer notre marché intérieur pour ce qu'il devrait être : le premier marché, celui qui demeure déterminant. Pour cela il aurait fallu avoir une autre vision de l'économie. Entre les profits à tout prix et une économie équilibrée il faut savoir choisir. Non pas que la rentabilité ne soit pas nécessaire. Mais relancer la production par la consommation aurait permis tout à la fois de réduire les inégalités, de résorber le chômage. Certes, cela aurait impliqué d'examiner nos échanges poste par poste, de réduire bon nombre des importations, non pas par une réduction de la consommation obtenue par une pression sur les salaires, mais par des substitutions et par un développement de notre tissu industriel.

Un exemple : dans le secteur du bois-papier, il y a une multinationale française, la Cellulose du pin. Tout pourrait donc sembler être normal. Or, la France, qui dispose du territoire le plus boisé d'Europe, exporte du bois et importe des produits du bois ! Mieux, elle « perd » de l'argent avec son bois. C'est dire si l'existence de firmes « leaders », ne garantit rien. Mieux, le montant de nos exportations est parfois un piège. Non seulement il masque les importations rendues nécessaires par une économie morcelée, mais il fait abstraction des importations nécessaires pour assurer ces exportations. L'agriculture en étant, pour de très nombreux produits, un bon exemple. Ou l'électroménager. Royaume des grands groupes, la production dans ce secteur comme dans les autres n'a rien à voir avec l'intérêt national. On produit là où la firme y trouve intérêt et, au diable les balances commerciales. La France a remporté en ce domaine quelques beaux succès : ceux de Moulinex sont connus. Ceux de Robocoupe un peu moins. Pourtant le slogan de la firme est tout un programme : « Nous sommes numéro 1 aux Etats-Unis, nous revenons en France ». Seulement les chiffres racontent une autre histoire : en 1979 la déficit du secteur a été de huit cents millions de francs ! Et les conjoncturistes pensent qu'il sera plus lourd en 1980. Alors faut-il d'abord vendre ailleurs ou solidement s'installer sur son territoire ? Quelle peut être la crédibilité d'une industrie qui n'a chez elle que la plus petite part du marché ? Car pour cent réfrigérateurs vendus, soixante-douze viennent de l'extérieur. Et 58% des lave-vaisselle...

Ce qu'oublient de dire les ministres c'est qu'il n'y a pas, côté échanges, de secteurs secondaires. Pour un pays ayant les moyens d'exprimer et d'appliquer une volonté nationale, tous les secteurs sont importants et les réussites ne se réduisent pas à ceux où de grandes firmes réussissent à faire de confortables bénéfices.

Mis en pratique depuis cinq ans le redéploiement industriel a fait la preuve de sa logique. Les grands groupes ont réussi a améliorer leurs performances, à investir à l'étranger, bref à remporter quelques succès. Ceux-ci ont eu sur l'économie nationale des conséquences directes : l'inflation s'est accrue — et la hausse des produits industriels y est pour beaucoup —, le chômage aussi — et la déstructuration du tissu industriel y a contribué.

Pendant ce temps, Raymond Barre parle de « la qualité des ingénieurs, techniciens, savants et chercheurs », de « la productivité des travailleurs ». L'ennui c'est que la qualité est bien souvent fort mal employée et que la productivité est souvent exagérée. Et que l'une et l'autre concourent à tout autre chose qu'à l'intérêt national. ●



La Journée internationale des femmes célébrée à Paris, samedi dernier.

Tours : le mandarin rit jaune

Mandarin dans son hôpital, le Pr Soutoul se reconnaissait le droit de trancher sur le sort des femmes enceintes et de diffamer les médecins qui ne pensaient pas comme lui. Il se retrouve au banc des accusés

PAR CHRISTINE COTTIN

BRANLE-BAS de combat à Tours jeudi dernier. Les manifestants devant le Palais de Justice ne permettaient pas d'en douter : l'audience ouverte à quinze heures dépassait largement le cadre d'un procès en diffamation.

Au banc des accusés, le professeur Jean-Henri Soutoul, chef de clinique du service gynécologique et obstétrique au C.h.u. de Tours, médecin conseiller régional d'obstétrique pour la région Centre et directeur de l'école des sages-femmes de Tours. En face de lui, huit médecins du Centre d'interruption volontaire de grossesse (C.i.v.g.) de l'hôpital Bretonneau à Tours.

L'objet du litige : une interview du professeur Soutoul parue le 9 novembre dernier dans l'« Espoir », le quotidien très favorable aux positions intégristes de Jean Royer. « Je ne ferai qu'un reproche au C.i.v.g., déclarait le Pr Soutoul. Manifestement les membres de son personnel ont glissé vers un militantisme et un parrainage du Planning familial qui est nettement politisé (...). » Ce qui, à son avis, explique que les conseillères conjugales et la psychologue de son service à lui « ont été exclues du C.i.v.g. parce qu'on ne les trouvait pas assez incitatives ». « On a l'impression, poursuit-il plus loin, qu'il ne faut surtout pas que le délai de réflexion soit dissuasif. On n'ose plus dire à une femme que vous avez la solution de garder votre grossesse ! »

La suite de l'interview ne laissait pas de doute sur les opinions du Pr Soutoul face à l'avortement. « Sur le plan démographique, affirme-t-il, Giscard et Veil mentent. Le nombre d'avortements a augmenté et si la dénatalité n'est pas entièrement causée par l'avortement, elle en a été très fortement aggravée. » Suivent quelques profondes réflexions sur les complications qui peuvent suivre une I.v.g. Le Pr Soutoul n'en fait pas mystère : la situation de détresse d'une femme lui paraît être une notion trop floue. D'ailleurs, tout au début de la libéralisation, entre mars et août 1975, alors que le C.i.v.g. n'était pas vraiment installé, le Pr Soutoul, dans son service, sous le nombre des demandes des femmes, avait accepté l'idée de pratiquer des avortements. Mais seulement quelques-uns. Le manque de moyens matériels avait alors constitué un excellent paravent pour que le professeur, avec ses collaborateurs, instaure une « commission de décision ». Et tous les samedis de huit heures à douze heures, ils se réunissaient et décidaient, parmi les trois cent cinquante femmes, quelles seraient les cent vingt élues. Selon leurs critères à eux, bien entendu. Que sont devenues les deux cent trente femmes reparties avec leur grossesse ? « Je n'en sais rien » reconnaît très tranquillement le Pr Soutoul.

Pour les dix médecins du C.i.v.g., il n'était pas possible de laisser sans réponse un tel discours. Huit d'entre eux ont décidé d'assigner le Pr Soutoul en diffamation. « Face à l'accusation inadmissible d'être incitatif à l'avortement, l'ensemble des médecins tient à rappeler qu'en aucun cas ils ne considèrent l'avortement comme un moyen de contraception. » Le problème de ces praticiens, en fait, c'est que justement ils respectent la loi. Une loi qu'ils trouvent mal adaptée à la réalité et injuste. Comment, par exemple, renvoyer des mineures ou des immigrées en sachant l'issue clandestine et peut-être fatale qui les menace ? Pourquoi les moyens ne sont-ils pas débloqués pour qu'une véritable information sur la contraception soit réellement diffusée ?

Voilà pourquoi ces huit médecins ont décidé de se servir de ce procès comme d'une tribune pour rappeler que ce n'est pas parce que la loi Veil-Pelletier a été revotée — grâce aux voix de gauche — que tous les problèmes sont résolus. Le Pr Minkowsky et Simone Iff, présidente du Planning familial, ont accepté de venir témoigner dans ce sens. Au sein du collectif « Avortement contraception » qui réunit quatorze organisations, la Fédération socialiste d'Indre-et-Loire n'a pas ménagé sa peine. Ainsi, dans la nuit du 10 au 11 mars, des panneaux publicitaires de Tours se sont couverts d'affiches de quatre mètres sur quatre réclamant la liberté pour les femmes de faire des enfants désirés. « En plus des insuffisances de la loi Veil, conclut Annie Conin, secrétaire fédérale d'Indre-et-Loire, on a assisté jeudi à la mise en accusation d'un certain type de médecine : celle des mandarins qui ne supportent pas qu'une décision médicale leur échappe. Surtout quand elle concerne le ventre des femmes. » ●

QUESTIONS AU PREMIER MINISTRE

M. Barre a récemment invité les chômeurs à créer des entreprises avec leurs allocations.

Comme cette intéressante suggestion concerne une majorité de femmes, les responsables fédérales du Parti socialiste, chômeuses réelles ou potentielles, réunies le 9 mars pour faire le point de l'emploi dans leur département, demandent au Premier ministre :

— de quel type d'entreprise s'agit-il ? le montant actuel de leur allocation chômage atteint au mieux les 3/4 du Smic si tant est qu'elles soient indemnisées. Ce qui n'a jamais semblé jusqu'à présent une garantie suffisante aux banquiers qui sont pourtant des gens sérieux ;

— sachant dorénavant qu'elles mangent chaque mois un peu de leur « capital », sur quelles dépenses M. Barre leur conseille-t-il de rogner pour garder une petite chance de devenir chef d'entreprise ?

— si la France a tellement besoin d'entreprises artisanales, pourquoi ne pas créer un fonds d'aide à la création de P.m.e. alimenté par tous les millions pour le troisième enfant qui ne seront pas utilisés ?

VERONIQUE NEIERTZ

La justice malade de Peyrefitte

L'égalité des citoyens devant la Justice, garantie par la Constitution, demeure plus que jamais, Peyrefitte aidant, une vue de l'esprit



PAR JEAN-LOUP REVERIER

LE ministre de la Justice procède actuellement à la tournée des popotes. En visitant successivement chaque cour d'Appel, Alain Peyrefitte n'a pas peu surpris les magistrats qui avaient depuis longtemps perdu l'habitude d'une telle sollicitude. Plus que de renforcer son hypothétique crédit auprès de ceux-ci, Peyrefitte a entrepris de les reprendre en mains. N'avaient-ils pas manifesté à l'automne dernier leur unanime hostilité au projet de réforme du statut de la magistrature, allant même (pour le Syndicat de la magistrature) jusqu'à déclencher une grève assez largement suivie ? S'il est donc soucieux de mieux affirmer son autorité sur ce corps, Peyrefitte s'attache également à lui exposer les grands traits de sa nouvelle politique qui tient en un seul mot : répression.

Lors d'un voyage effectué l'été dernier aux Etats-Unis, le ministre a eu une « révélation ». Pourquoi attendre et avoir toujours dix ans de retard sur l'Amérique au lieu de mettre l'accent, dès à présent, davantage sur la répression que sur la prévention, à l'exemple de ce qui se passe outre-Atlantique ?

Engagée depuis plusieurs mois, cette politique n'a pas tardé à faire sentir ses effets. Au niveau des tribunaux, d'abord. Jamais les prisons françaises n'ont été aussi pleines, ce qui ne saurait expliquer la seule évolution de la délinquance et de la criminalité. Le cap des trente-cinq mille détenus a été largement dépassé bien qu'aient été mis en œuvre depuis quelques années — apparemment sans grand succès auprès des magistrats — des substituts aux courtes peines d'emprisonnement pour diversifier et adapter les modalités de répression des petits délinquants.

L'excessif sentiment d'insécurité de l'opinion masque cependant cette réalité. Il donne à penser, à tort, que les magistrats seraient laxistes. Au grand dam de Peyrefitte. Les juges ne sont pas aimés donc moi non plus ; il faut que cela change, a-t-il expliqué en substance lors d'une récente visite à la cour d'Appel de Reims.

A cette volonté d'accroître la répression (1) répondent aussi certains projets de loi concoctés en secret par le cabinet de Peyrefitte, à l'insu des directions intéressées du ministère. On sait déjà que le projet initial de réforme du Code pénal, d'orientation plus libérale que l'actuel code, a été remisé dans un placard au profit d'un contre-projet beaucoup plus dur. On constate le même durcissement pour tous les projets, notamment pour celui relatif aux flagrants délits malgré la campagne menée par de nombreuses organisations judiciaires contre les excès et le détournement actuel de cette procédure. Ainsi s'explique également le blocage d'un autre projet de loi, prêt depuis déjà plusieurs mois, qui vise à étendre l'aide judiciaire. La France est pourtant, avec la Belgique et l'Italie, la lanterne rouge des pays développés en ce domaine qui conditionne directement l'accès au droit et à la justice. Aussi n'est-il pas exagéré de dire que l'égalité des citoyens devant la Justice, garantie par la Constitution, demeure une vue-démocratique-de l'esprit.

Une nouvelle démonstration en fut fournie par Me Jacques Ribs, président de « Droit et Démocratie », lors du colloque organisé le 27 février par cette association sur le thème « la justice des pauvres ». « Pour le Français moyen, releva Me Ribs, le procès et sa charge restent une source d'angoisse. C'est le même spectre que l'hôpital du XIXe siècle. »

Un système d'aide judiciaire a bien été institué dans notre pays, en 1971. Mais, d'une part, il ne s'applique qu'en matière civile. D'autre part, il est réservé aux personnes qui ont moins de mille huit cent francs de revenus par mois — ou de deux mille sept cent francs pour l'aide judiciaire partielle. Les honoraires versés aux avocats sont notoirement inférieurs au coût de revient de leurs prestations. Enfin celui qui bénéficie de l'aide judiciaire n'a pas le libre choix de son avocat. Autrement dit, le système français est en parfaite contravention avec la résolution du 2 mars 1978 des ministres du Conseil de l'Europe. En se fondant sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, les ministres avaient décidé que la personne assistée devait autant que possible pouvoir choisir son conseil. Celui-ci devrait percevoir une rémunération adéquate en contrepartie de son travail. Quant à la responsabilité du financement de cette assistance judiciaire, ont considéré les ministres européens, elle doit être assumée par l'Etat.

Les carences françaises en ce domaine restent criantes, et même plus, lorsqu'on les rapporte à l'effort financier consenti à l'étranger pour rendre la justice plus accessible aux citoyens.

« Flags » : le pire exemple

Dans notre pays, l'absence d'aide judiciaire en matière pénale aboutit à ce que, dans le ressort de certaines cours d'Appel, 80 % des prévenus comparaissent sans défenseur. Les tribunaux des flagrants délits en offrent le pire exemple. Sans le dévouement bénévole de certains avocats (les secrétaires de la conférence du stage), la quasi-totalité des prévenus jugés par les « flags » n'aurait pas de défense. Encore ce bénévolat se révèle-t-il épisodique, insuffisant et, nul ne songe à le nier, impropre à résoudre le trou béant laissé par l'absence d'aide judiciaire au pénal.

Alors que la plupart des pays développés font un effort important en faveur des justiciables de condition modeste, la France semble peu pressée de combler son retard. « En 1979, note Me Ribs, la Grande-Bretagne a consacré dix-huit francs par tête d'habitant à l'aide légale, les Pays-Bas dix-huit francs, la Suède quinze francs, les Etats-Unis dix-sept francs environ, le Québec treize francs et la France un franc trente. En 1980, l'effort en France atteindra un franc quatre vingt-quinze par tête d'habitant. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ainsi est entretenue face à la justice une fantastique source d'inégalité au préjudice des plus défavorisés dans des domaine cruciaux au plan social et politique. »

Face à l'Etat ou à une grande entreprise, qui ont tous moyens de se faire assister et de se faire défendre, quel simple citoyen sans relations, ni connaissances juridiques, pourra faire valoir ses droits ? L'égalité sur ce plan n'est qu'un triste leurre. Les juges de paix nouvelle manière, pas plus que le médiateur, ombudsman version française, ne parviennent à le masquer.

Pour remédier à cette situation, plusieurs organisations ont déjà avancé des propositions. Ce fut le cas en particulier du Syndicat des avocats de France, de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats et de la Confédération syndicale des avocats. Le barreau de Paris lui-même a présenté, en octobre dernier, un assez large projet qui englobe la consultation juridique. Contrairement, en effet, à ceux qui prétendent qu'un accès plus facile à la Justice surchargerait davantage les tribunaux déjà débordés, l'avis juridique préventif se traduirait sans doute par un désengorgement de ces mêmes tribunaux. La preuve inverse n'a, en tout cas, jamais été apportée.

Par-delà leur diversité, les solutions préconisées par les organisations professionnelles (2) visent à garantir aux plus défavorisés une assistance de qualité égale à celle des autres individus, y compris au pénal, à assurer une rémunération décente de l'avocat et à préserver l'indépendance de cette profession au regard de l'Etat qui verse l'aide judiciaire. Dans son projet, le barreau de Paris préconise de relever les plafonds de l'aide judiciaire de sorte que celle-ci soit totale pour celui qui n'a pas 1,5 fois le Smic, partielle jusqu'à 2,5 fois le Smic et, dans tous les cas, personnalisée si la procédure et ses annexes devaient « excéder manifestement les ressources de l'intéressé ». Jusqu'à présent, les pouvoirs publics ont fait la sourde oreille. Même la proposition du barreau de Paris de réaliser une expérience limitée n'a pas eu de suites. On ne saurait mieux dire combien l'extension et l'adaptation de l'aide judiciaire ont des implications politiques. S'il fallait donner aux locataires de véritables moyens de se défendre contre les propriétaires, aux consommateurs ceux de poursuivre les producteurs, etc., si chacun pouvait prendre conseil auprès d'experts du droit, où irions-nous ? Tel semble le raisonnement du Pouvoir. Pour des raisons compréhensibles, les avocats ont été les premiers à lutter sur ce terrain. Ils restent malheureusement très isolés dans ce combat. Il concerne pourtant tous les justiciables, c'est-à-dire chacun d'entre nous. ●

(1) Y compris contre les magistrats et avocats dont les pratiques professionelles ou les activités privées gênent et déplaisent. Les sanctions contre Jean-Pierre Michel et Philippe Llorca, tous deux membres du S.m., et la suspension de dix jours infligée à Me Yann Choucq, avocat des manifestants de Plogoff, s'inscrivent dans le cadre de cette volonté de reprise en main des corps judiciaires.

(2) La réponse apportée à cette question peut varier selon les pays ou les organismes. Les Scandinaves penchent pour « l'assurance-procès ». On peut, moyennant une cotisation annuelle inférieure à deux cents francs, obtenir à la Mutuelle d'assurance des instituteurs de France (Maif) une assistance judiciaire et technique complète et gratuite (sauf pour tout ce qui touche à la famille). D'autres encore préconisent une sorte de Sécurité sociale judiciaire.



Espagne : la montée des nationalismes

Venant après le référendum en Andalousie, le scrutin qui a eu lieu au Pays basque scelle la défaite sans appel des forces centralistes.

PAR GILBERT SANS

de notre envoyé spécial

QUAND le peuple vote mal, doit-on mettre le peuple en prison ? Cruel dilemme pour les hommes au pouvoir à Madrid depuis dimanche où les électeurs basques ont envoyé une large majorité de députés autonomistes et indépendantistes au premier Parlement régional. A lui seul, le vieux Parti nationaliste basque — démocrate chrétien, mais farouchement « Abertzale » (patriote) — obtient vingt-cinq sièges sur soixante, tandis que le parti de Herri Batasuna (Unité populaire, proche de l'Eta-militaire) en compte onze, les différents groupes des partisans de la lutte armée s'imposant comme la seconde force politique d'Euzkadi. Victime de la spécificité du nationalisme basque, les concepts de classe et de nation demeurant souvent antagonistes, le Parti socialiste ouvrier espagnol (neuf élus) ne parvient pas à maintenir ses positions antérieures. On voit mal comment le gouvernement de Adolfo Suarez pourrait poursuivre aujourd'hui la logique répressive constante de sa politique en terre basque, même si les commandos fascistes y travaillent toujours assidûment.

Le rapport de forces joue à nouveau en faveur des nationalistes. Leader du P.n.v. , Carlos Garaicoechea devra choisir entre un gouvernement homogène et un gouvernement d'alliance, davantage orienté à gauche, avec l'avocat Juan-Maria Bandrès, dirigeant de la coalition Euzkadiko Eskerra (Gauche basque, proche de l'Eta poli-mili) qui, effectuant une percée remarquable, obtient six sièges : autant que l'U.c.d., le parti gouvernemental lâché par une partie de son électorat bourgeois au profit de l'Alliance populaire de Fraga Iribarne — si même la droite n'a plus confiance...

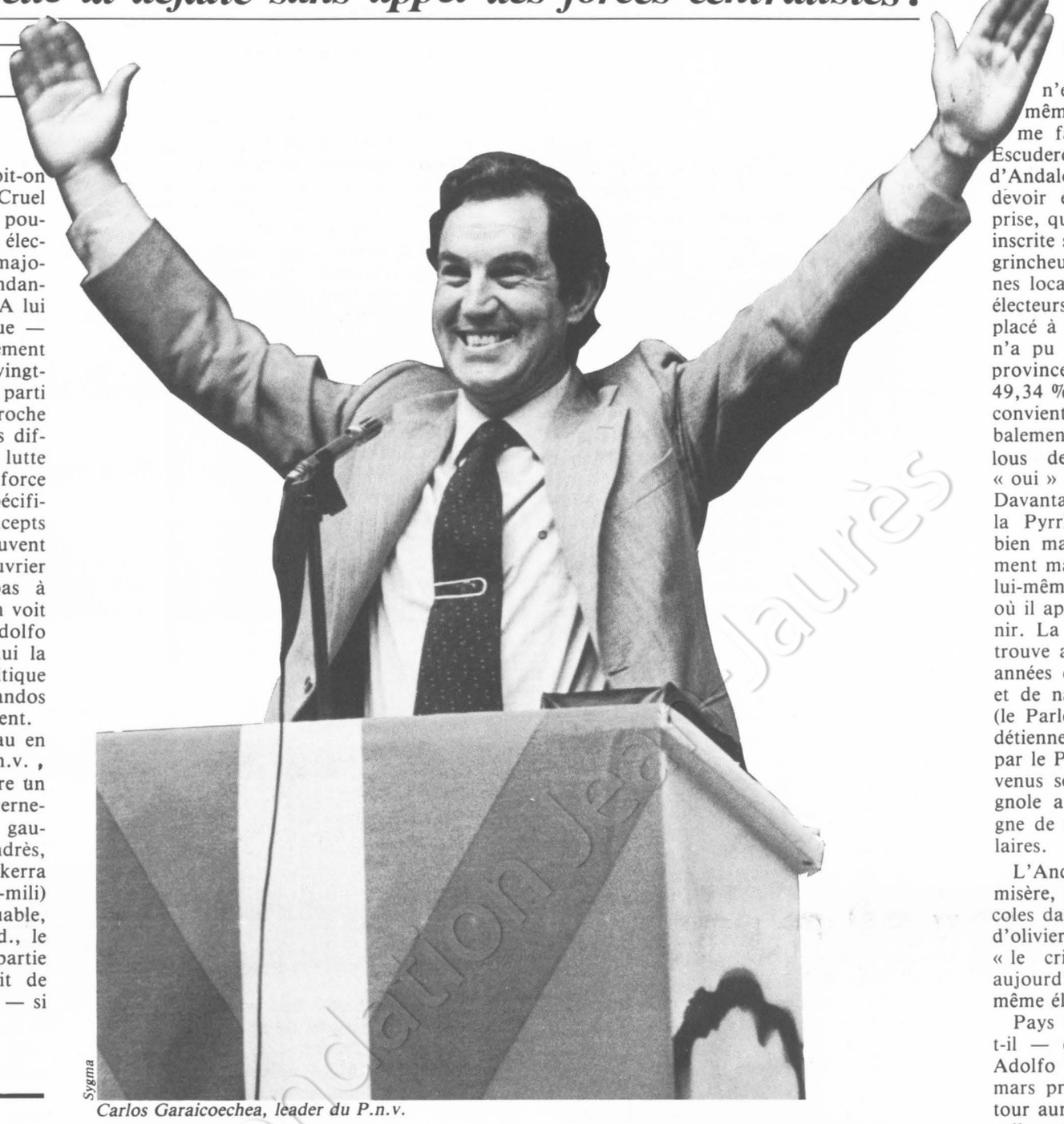
Bastions ouvriers de l'émigration

La tâche de ce premier Parlement basque depuis 1936 est immense. Il devra principalement veiller à l'accélération du transfert des compétences — nombreuses et sans nul doute déterminantes : éducation, information, police... — que lui reconnaît le statut d'autonomie de Guernica. Qui, en dehors d'un coup militaro-fasciste, pourrait s'y opposer maintenant ? Venant une dizaine de jours à peine après le référendum en Andalousie, ce dernier scrutin scelle la défaite des forces « centralistes » : l'Union du centre démocratique est écrasée, le Parti communiste lui-même n'obtient qu'un seul élu ! Comme en Catalogne le prolétariat immigré s'intègre toujours davantage à sa nouvelle patrie. L'extrême gauche nationaliste obtient certains de ses meilleurs scores dans les bastions ouvriers de l'émigration.

Cinglante défaite d'Adolfo Suarez pour qui la répression policière — dix à quinze mille gardes civils séjournent toujours en Euzkadi —, la dénonciation incantatoire du « terrorisme » et la pratique bien connue de l'amalgame (Eta égale Brigades rouges, Baader, casseurs du quartier latin et autres tristes ennemis de l'intérieur) tenaient jusqu'alors lieu d'inspiration politique. Et un lundi matin on se réveille face à un « peuple terroriste » sous sa fenêtre ! Comme quoi on peut toujours être, demain, le « terroriste » de quelqu'un...

Les problèmes du Pays basque étaient, et demeurent, pourtant bien réels : réappropriation d'une identité nationale et de valeurs culturelles niées et bafouées par le franquisme, lutte contre le chômage. Faut-il encore s'interroger sur ces réponses de jeunes adolescents à la question : « Que veux-tu faire plus tard ? » et à l'âge où l'on répond communément « pompier ou infirmière » affirmaient crânement : « Je veux être soldat dans l'Eta » ! Raison de plus pour ne pas accepter davantage demain le jeu extrêmiste des polices à la frontière franco-espagnole. Ainsi que l'a clairement demandé le groupe socialiste à l'Assemblée nationale — et plus particulièrement Pierre Forgues — il convient au plus tôt d'obtenir le rétablissement du statut de réfugiés politiques pour les Basques demandant asile à la France et s'opposer à l'extradition de tous ceux dont la présence sur notre territoire est motivée par des raisons politiques comme c'est actuellement le cas pour « Txomin » et un de ses camarades.

En Andalousie, quelques jours plus tôt, la barre était légèrement trop haute. L'accession de la région à l'autonomie par la « voie rapide » exigeait en effet le vote favorable de la majorité absolue des électeurs inscrits dans chacune des huit provinces concernées.



Sygma

Carlos Garaicoechea, leader du P.n.v.



Sygma

Un exemple de la politique du pouvoir central : quadrillage des rues de Bilbao.

Ajoutons toutefois que le gouvernement en avait lui-même déterminé la hauteur, on n'est jamais si bien servi que par soi-même. N'empêche... Il a quand même fallu tricher ! Par exemple, Rafael Escudero, le président socialiste de la junte d'Andalousie, a pu, allant accomplir son devoir électoral, constater non sans surprise, que sa petite fille — cinq ans — était inscrite sur les listes électorales ! Les esprits grincheux ordinaires estiment qu'en certaines localités la fraude a dépassé 10 % des électeurs inscrits. Or, la barre avait été placé à 50 % de ces mêmes électeurs. Elle n'a pu ainsi être franchie que dans deux provinces andalouses sur huit (Jaën, 49,34 % et Almeria 42 %). Encore convient-il de noter que, comptabilisés globalement, plus de 55 % des électeurs andalous des huit provinces, ont répondu « oui » au référendum sur l'autonomie. Davantage encore qu'une piètre « victoire à la Pyrrhus » c'est une véritable défaite, bien mal déguisée, que subit le gouvernement madrilène à ce référendum qu'il avait lui-même convoqué et — fait rarissime — où il appelait à voter « non » ou à s'abstenir. La « voie lente » vers l'autonomie se trouve ainsi imposée à l'Andalousie : cinq années d'attente obligatoire, de purgatoire et de navettes inutiles avec les « Cortès » (le Parlement de Madrid) qui, finalement, détiennent le pouvoir de décision. Guidée par le P.s.o.e. dont tous les dirigeants sont venus se battre sur place, la gauche espagnole a mené une époustouflante campagne de meetings et de mobilisations populaires.

L'Andalousie, terre d'émigration, de misère, de surexploitation des salariés agricoles dans les immenses propriétés plantées d'oliviers des « Senoritos », hier déjà — « le crime eu lieu à Grenade... » — aujourd'hui encore victime de l'injustice, même électorale.

Pays basque, Andalousie... Que restera-t-il — outre ses yeux pour pleurer — à Adolfo Suarez au soir du dimanche 20 mars prochain lorsque les Catalans à leur tour auront désigné leurs députés à la nouvelle « Généralitat » (structures de gouvernement de la Catalogne) ? La réponse des milieux socialistes est sans équivoque : « Nous voulons une Généralité avec hégémonie des travailleurs... Un gouvernement de concentration ou d'« unité catalane » ou un gouvernement socialiste avec la collaboration de la droite ou du centre, centraliste ou nationaliste, excluant la participation d'autres forces de gauche, seraient contradictoires avec nos objectifs essentiels... » Le P.s.u.c. (Parti communiste catalan) pour sa part, par la voix... de Santiago Carrillo, affirme qu'il n'appuiera « le P.s.c.-P.s.o.e. au Parlement que s'il participe de plein droit au gouvernement de la Catalogne », tandis que de son côté Heribert Barrera, secrétaire général du petit parti charnière Esquerra republicana de Catalunya (Gauche républicaine), parti historique qui fut en 1936 l'axe du Front des gauches, la version catalane du Front populaire, considère comme une mauvaise chose « pour le pays que les communistes se maintiennent au gouvernement de la Généralité ». Quelles alliances seront donc nécessaires, et le nécessaire sera-t-il possible ? Les réponses, multiples et toutes contradictoires, courent les Ramblas : tempérament méditerranéen oblige ! Deux simples probabilités s'imposent : les socialistes catalans de Joan Reventos demeurent favoris, les centristes de Madrid subiront ici un nouvel échec : le troisième en moins d'un mois. Cela, malgré les prises de positions publiques « contre le danger marxiste », représenté par la P.s.c. et le P.s.u.c., du « Foment del Treball » (le C.n.p.f. catalan) et la douteuse présence d'un nouveau consul américain à Barcelone — un ancien du Chili... — qui fait la tournée des popotes sur le thème « pas de communistes à la Généralité » ! Peur de la contagion ?

Ce matin-là, 21 mars 1980, le roi d'Espagne s'éveilla fort tard. Il avait fait un rêve étrange et bigrement pénétrant où il n'était plus que le roi de Castille. Il mit sa couronne et sonna aussitôt son Premier ministre... ●

Réfugiés afghans : "Surtout des femmes, des enfants et des hommes trop vieux ou trop jeunes pour combattre"

Anouveau l'horreur. Les informations qui parviennent d'Afghanistan, difficiles à contrôler compte tenu des conditions de travail faites aux journalistes, ne laissent aucune place à l'espérance.

Les observateurs ont réuni un faisceau d'informations qui, toutes, prouvent que la guerre qui s'y déroule devient une « vraie » guerre et qu'elle risque fort de durer longtemps.

L'effort fait par l'Armée rouge en hommes — quatre vingt-dix mille au minimum — et en matériel — la sophistication des armes employées est énorme face à celles des rebelles — ne laissent aucun doute : les Soviétiques n'ont pas l'intention de faire marche arrière.

Mais, la semaine dernière c'est l'annonce de l'utilisation d'armes comme le napalm, les bombes à billes et les gaz de combat qui est venue frapper les esprits. Certes, les « preuves » sont encore minces. Il s'agit de récits de réfugiés ou d'analyses faites par les experts militaires américains.

Mais trop de réfugiés ont parlé pour que le doute soit possible : en Afghanistan, l'armée soviétique intervient massivement et se préparerait à une offensive de printemps sévère. En même temps, les manifestations de Kaboul, même si elles ne se sont pas encore renouvelées, prouvent que la population n'apprécie que fort peu « l'aide fraternelle » du grand frère. Et ce ne sont pas les reportages sur la « fraternisation » publiés par « la Pravda » qui convaincront ! Il est rare qu'un pays occupant dépeigne son armée autrement.

PAR EMMANUELE PLAS

UN des membres de l'Association des amis de l'Afghanistan et des Afghans, fondée en France, au début de l'année 1979, vient de passer dix-sept jours dans le Baloutchistan, notamment iranien. « Une mission exploratoire, dit-il, pour tenter d'organiser l'aide à ces réfugiés qui sont presque deux cent mille en Iran et environ huit cent mille au Pakistan. »

— Qui sont les réfugiés ?

— Surtout des femmes et des enfants ou des hommes trop âgés ou trop jeunes pour combattre. Ils ont fui devant les troupes russes et gouvernementales. L'armée soviétique qui a utilisé dès le début de son offensive contre la résistance le napalm a également brûlé leurs champs et abattu leurs bêtes. Maintenant on sait que 130 000 villageois de la province du Kundar ont fui pour échapper aux gaz asphyxiants. L'armée vit sur le pays, en particulier sur les villages situés autour des grands axes routiers. Les femmes partent aussi parce que le mari a disparu, tué ou dans l'armée. J'ai rencontre dans la partie afghane du Baloutchistan des femmes qui combattent. Il y en a qui vont se coucher sous les chars avec une bombe — achetée au Pakistan — sur la poitrine pour que le char saute à coup sûr. Les munitions valent si cher qu'on ne peut pas se permettre de les perdre.

— Comment les réfugiés passent-ils la frontière ?

— Certains viennent de la région de Kaboul jusqu'à Machehad, en Iran. Ils arrivent par camions, mais les derniers que j'ai vus avaient fait quinze jours de marche à pied. Ils arrivent en Iran dans des camions de contrebandiers afghans (il en coûte quatre cents francs pour un homme et trois cents pour une femme). Chaque nuit, trois ou quatre camions contenant chacun soixante-dix personnes parviennent à Machehad. Les camions afghans s'arrêtent à bonne distance de la frontière que les réfugiés franchissent à pied, de nuit par des sentiers. Ils font six heures de marche. Une fois en Iran d'autres camions les reprennent. Ils ont passé, en tout, quelquefois vingt-quatre heures dans les camions. Les Soviétiques n'ignorent pas cette fuite mais ils ne demandent pas mieux que le pays se vide de ses habitants.

— Dans quelle situation se trouvent les réfugiés afghans, en Iran ?

— Il n'y a pas de camp, la police ne les refoule pas et la population les accueille dans la mesure du possible. Malgré la bonne volonté des Iraniens, qui eux-mêmes n'ont pas de viande (le kilo coûte soixante-dix francs et un kilo d'oranges dix francs), n'ont pas de lait, c'est la misère pour les réfugiées. Elles mendient de porte en porte à midi et le soir avant le coucher du soleil. Elles se logent avec leurs enfants dans des épaves de voitures, dans les mosquées. A Machehad j'ai placé deux orphelines, une fillette de dix ans et son petit frère de quatre ans dans une famille iranienne à qui l'Association enverra deux cents francs tous les mois. Ces deux enfants m'ont bouleversée mais il y en a des centaines comme eux qui errent, abandonnés. Mais plus terrible que la faim, c'est le froid (il faisait moins 15° à Machehad). Les femmes n'ont que leur tchador pour couverture. Les hommes vont à Téhéran où ils se logent à quinze ou à vingt dans une chambre. Ils trouvent du travail mais sont payés deux à quatre fois moins que les Iraniens. Les réfugiés sont atteints de tuberculose, la malnutrition et les maladies de peau — ils n'ont pas d'eau pour se laver — font des ravages.

— Comment l'aide à ces réfugiés pourrait-elle être organisée ?

— Il faut d'abord qu'on parle d'eux pour que l'opinion ne puisse pas fermer les yeux. Il faut des vêtements chauds et du lait en poudre. Nous avons déjà distribué quatre tonnes de médicaments, de lait et de vêtements. Nous avons encore droit à deux tonnes de fret gratuit sur les avions de la compagnie aérienne pakistanaise. Mais il faut de l'argent. Seul jusqu'ici, le Comité catholique contre la faim nous a apporté une aide de quinze mille francs. Il faudrait organiser des petits centres d'accueil, il y a des médecins sur place, puisqu'une centaine de médecins afghans, qui ont fait leurs études à Moscou, et qui n'ont pas voulu être enrôlés par l'armée, travaillent à Téhéran. Nous avons pris contact avec eux, ils sont prêts à venir soigner les réfugiés.

Nous lançons un appel à tous les Français pour que les réfugiés afghans ne soient pas oubliés. ●

Iran : l'imam affaiblit le président

La valse-hésitation du vieil imam est propice à toutes les surenchères en cette période préélectorale

PAR JEAN-LOUP REVERIER

EN quittant Téhéran, mardi matin, au bout de dix-sept jours passés sur place, la Commission d'enquête de l'Onu a émis de sérieux doutes sur l'aboutissement de sa mission. Elle a ainsi marqué le triple échec — au moins provisoire — des dirigeants iraniens, américains et de Kurt Waldheim, secrétaire général de l'Onu, qui voyaient dans cette Commission la possibilité d'une issue honorable à la crise entre Téhéran et Washington.

Chargée d'enquêter sur les crimes du chah contre l'humanité et sur le rôle de ses alliés américains en Iran, la Commission devait aussi rencontrer les cinquante diplomates retenus en otage par les étudiants islamiques. En acceptant la constitution de la Commission d'enquête, la Maison-Blanche considérait avoir fait un pas suffisant pour ouvrir la voie à la libération des otages. Il apparut très vite que rien n'était moins sûr. Autant les travaux de la Commission ont pu rapidement progresser pour tout ce qui avait trait au régime de l'ex-chah, autant les obstacles à l'entrevue des cinq juristes internationaux avec les otages se sont multipliés. Au point qu'à plusieurs reprises, la semaine dernière, ils avaient déjà envisagé de quitter Téhéran. Mais à chaque fois, Sadegh Ghotbzadeh, ministre des Affaires étrangères, leur promettait que ces obstacles allaient être incessamment levés. Ce fut notamment le cas le 6 mars. Une demi-heure avant le décollage de l'avion des cinq juristes, les étudiants islamiques se déclarèrent disposés à remettre les otages au Conseil de la Révolution. On vit alors dans leur recul le signe d'une nouvelle victoire du président iranien, Abol Hassan Banisadr. D'autant que dans le même temps, celui-ci semblait obtenir un appui sans réserve de l'imam Khomeyni qui allait jusqu'à décider la fermeture de son secrétariat de Qom « afin que soient sauvegardés les intérêts du pays et ne soient pas remises en cause la centralisation et la coordination des affaires de la nation par le pouvoir central ».

Se réjouir trop vite eût été une grave erreur pour qui, habitué à voir l'Iran souffler alternativement le chaud et le froid, sait que ces contradictions apparentes renvoient aux luttes politiques intestines de Téhéran. Le Conseil de la Révolution est divisé sur l'attitude à adopter face aux étudiants islamiques. Les intégristes du Parti de la République islamique, dirigé par l'ayatollah Behechti, ont vu dans les difficultés actuelles de Banisadr une possibilité de contrer le président iranien sur lequel ils veulent prendre leur revanche à l'occasion des élections législatives. Le premier tour de ces élections, prévu le 14 mars, montrera si leur calcul était bon. Cela semble toutefois peu probable.

Sollicité de tous côtés, tout à la fois guide et arbitre, Khomeyni est partagé. S'il a confiance en Banisadr, souhaite le voir réorganiser l'Etat et relancer l'activité économique, il n'en continue pas moins de considérer les Etats-Unis comme l'adversaire principal. Le vieil Imam croit toujours que l'Iran peut obtenir l'extradition du chah et obliger Carter à faire amende honorable. Sans doute voit-il dans la poursuite de la détention des otages par les étudiants islamiques, qui se déclarent à juste titre fidèles à ce qu'était encore « sa ligne » à l'automne dernier, un efficace moyen de pression pour atteindre ce double objectif.

La preuve en fut une nouvelle fois apportée lundi lorsque l'imam a exigé une déclaration des cinq juristes sur les résultats de leur enquête avant de les autoriser à rencontrer les otages. Ce préalable, inacceptable pour la Commission mais qui rejoignait les vœux des étudiants, est directement à l'origine du départ des enquêteurs de l'Onu pour New York. Entre Banisadr et les étudiants, qui expriment deux facettes de sa ligne politique, le cœur de Khomeyni balance. Une valse-hésitation douloureuse pour qui s'intéresse au sort des otages et propice à toutes les manœuvres et toutes les surenchères en cette période préélectorale.

Après le départ des membres de la Commission, les étudiants islamiques ne cachaient pas leur joie d'avoir déjoué le « complot » qui visait à normaliser les relations américano-iraniennes. Une satisfaction partagée par le Parti Toudeh (parti communiste iranien très lié à Moscou) et même par les Fedday-e-Khalq (marxistes-léninistes). Banisadr à l'inverse ne cachait pas son inquiétude devant l'isolement international accru de l'Iran au moment où la présence militaire du grand voisin soviétique chez un autre voisin, l'Afghanistan, fait planer une menace sur son pays. Le président iranien déplore aussi que les étudiants aient agi de telle sorte que la Commission doive renoncer à remettre son rapport d'enquête. Dans une interview publiée par « le Monde », il explique : « Un réquisitoire dressé contre une super-puissance est en soi un tournant dans l'histoire de l'humanité, le début d'une nouvelle ère pour tous les opprimés de la planète. Malheureusement, les étudiants islamiques n'ont pas compris cela. » Banisadr souligne que l'adoption du rapport de la Commission par le Conseil de sécurité de l'Onu aurait permis à l'Iran d'« exiger » du Panama l'extradition du chah et de faire pression sur les Etats-Unis pour les amener à « reconnaître leurs torts ».



Sygma

La Commission d'enquête avec Sadegh Ghotbzadeh.

Aux regrets de Banisadr et à la rancœur de Ghotbzadeh s'ajoutent, ce qui ne saurait les consoler, l'irritation de la Maison-Blanche. Ce nouveau contretemps risque de coûter cher à Carter dans la compétition des « primaires » qui se poursuit à travers le pays et doit avoir lieu à New York le 25 mars. L'opinion américaine ne cache pas son scepticisme devant les propos lénifiants de Kurt Waldheim selon lequel la Commission aurait décidé de « suspendre ses activités pour quelques jours » mais resterait « prête à retourner à Téhéran pour remplir son mandat ». Dénonçant le fait que le gouvernement iranien soit « incapable de fonctionner », Washington reparle d'imposer un blocus économique à l'Iran. Cela ne saurait pourtant résoudre le sort des otages. Tout indique qu'ils ne pourront être libérés avant la mi-mai, au plus tôt. Ce qui représenterait alors, pour eux, quelque six mois de détention. ●

Les "prolos" de l'enseignement

Moins payés, licenciables du jour au lendemain, ballottés d'un lycée à l'autre, les maîtres auxiliaires sont considérés par l'administration comme des enseignants de seconde zone

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

LE 15 février dernier Huguette Charlot, enseignante de l'académie de Nantes décidait de se donner la mort. Dans une lettre, elle expliquait sa décision par ses mauvaises conditions de travail : « C'est l'enseignement qui m'a tuée... » Huguette Charlot n'était pas un prof tout à fait comme les autres : elle faisait partie de ces quarante mille maîtres auxiliaires qui sont les bonnes à tout faire du système éducatif français. Taillables et corvéables à merci, les « maîtres aux' » : ils sont là pour remplacer les professeurs titulaires partis en congé de maladie ou de maternité et font office de bouche-trous chaque fois que c'est nécessaire. L'administation peut les renvoyer du jour au lendemain dans leur foyer — et elle ne s'en prive pas — car ils n'ont pas réussi les concours qui ouvrent la voie royale de la titularisation — le Capes ou l'agrégation. Même s'ils sont titulaires de diplômes universitaires (selon le cas un D.e.u.g. c'est-à-dire deux ans d'enseignement supérieur, licence, maîtrise ou doctorat), les maîtres auxiliaires sont un peu les « prolos » de l'enseignement : sans aucune sécurité de l'emploi, ils passent leur vie à changer d'établissement, d'élèves, de région. Ils peuvent en effet être partagés entre plusieurs établissements scolaires — c'était le cas d'Huguette Charlot — et entre plusieurs disciplines.

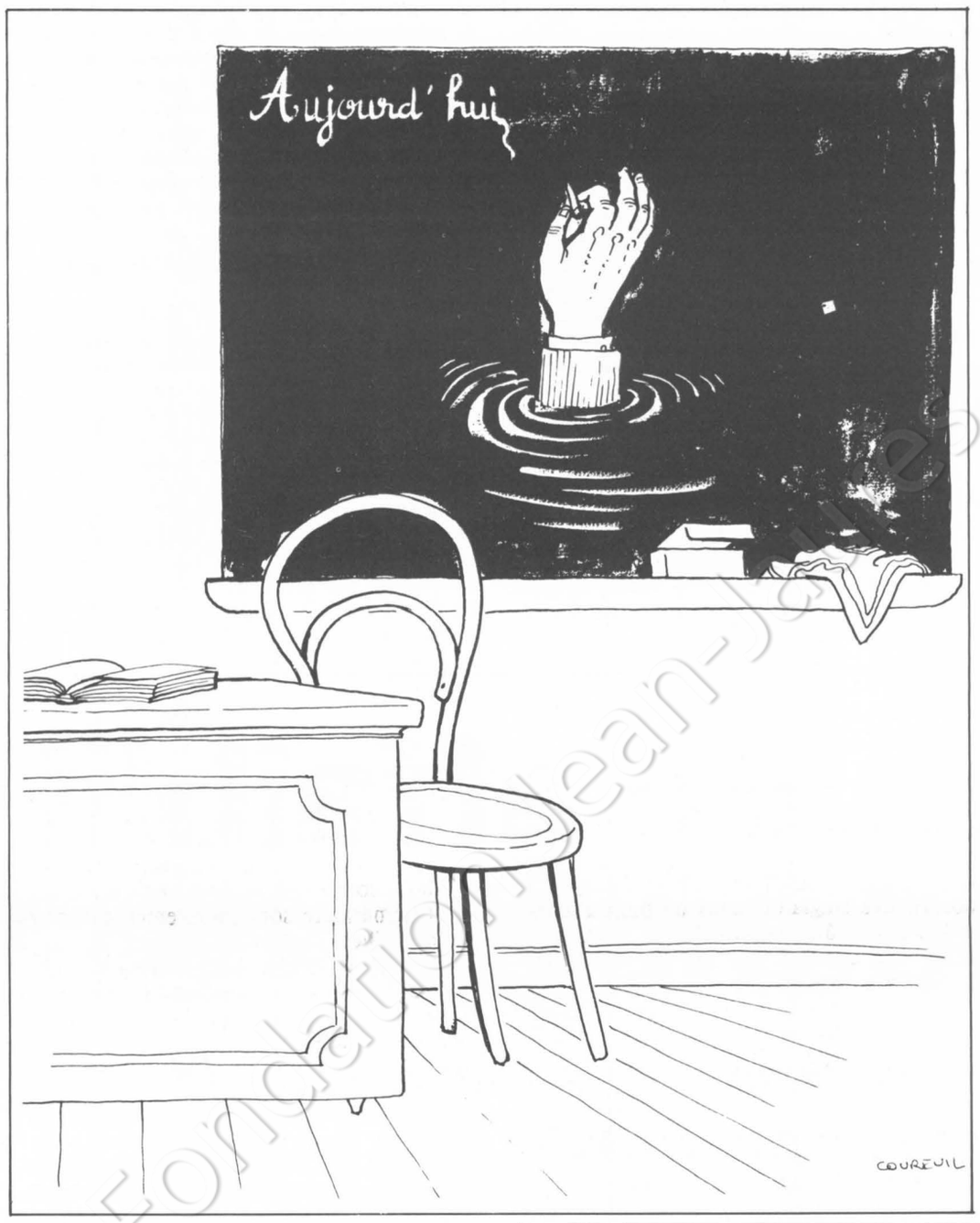
Mendier des avances

« L'angoisse numéro un, dit Monique Baudequin, 27 ans, c'est de ne pas avoir de poste. C'est déprimant, les veilles de rentrées à se ronger les ongles. » Un lot commun à des milliers de « M.a. » : qu'ils aient eu la chance d'obtenir un poste « à l'année » pendant la scolarité précédente ou qu'ils n'aient eu que des suppléances de quelques mois, tout est remis en cause à chaque rentrée scolaire. Cette année, ils étaient quatre mille à n'avoir pas encore de poste à la mi-novembre. Depuis, le ministère de l'Education n'a pas publié de chiffres... « Pour nous les vacances d'été se terminent plus tôt, explique Jean-Pierre Lefévre qui est « M.a. » depuis 1974. Il faut faire la queue au rectorat pour essayer d'avoir une affectation, vivre pendant des semaines dans l'expectative car on est toujours nommé en retard. Et souvent, même si on a eu la chance d'être nommé, il faut aller mendier des avances à l'administration car il est fréquent que l'on nous paie avec plusieurs mois de retard. »

A la rentrée scolaire de septembre, beaucoup de maîtres auxiliaires qui avaient eu un poste à plein temps l'année précédente n'ont eu qu'un mi-temps, parfois même une suppléance de quelques jours ! Une manière comme une autre de dissimuler un tant soit peu le chômage. « On m'a proposé un mi-temps, dit Nicole A., professeur de philo. J'étais bien obligée d'accepter : c'était ça ou le chômage ! Et dans l'académie de Créteil, il a été précisé qu'au-delà de deux refus de postes on ne nous proposerait plus rien. »

Quant au chômage, pour les maîtres auxiliaires il se réduit souvent à une aumône. Pour être indemnisé « correctement », il faut en effet avoir travaillé pendant trois années sans interruption, à plein temps : des conditions que fort peu d'entre eux remplissent !

« Cela fait plus de trois ans que j'enseigne, affirme Jeanna G., 26 ans, professeur de mathématiques. Mais comme à la rentrée on est toujours nommé avec quelques jours ou quelques semaines de retard, je ne peux avoir un chômage normal. Je touche seulement les indemnités journalières : environ quinze francs par jour ! » Et ceux qui ont obtenu une affectation doivent subir des conditions de travail difficiles.



Les enseignants sont, dit-on, la catégorie professionnelle la plus sujette aux problèmes psychiatriques. S'ils apparaissent souvent comme des privilégiés à cause des vacances et de leurs dix-huit heures de cours par semaine, il y a donc bien un revers de la médaille. Pour les maîtres auxiliaires les « stress » communs à tous les enseignants sont aggravés par des conditions de travail beaucoup plus pénibles. En particulier pour ceux qui ne sont nommés que pour quelques mois.

Nicole, professeur de philo : « L'an dernier j'ai changé trois fois de lycée. Il faut à chaque fois déployer des trésors de diplomatie pour ne pas braquer les élèves qui n'aiment pas changer de prof en cours d'année. Et à peine a-t-on réussi à récupérer la classe, c'est déjà fini, il faut partir ailleurs. A chaque fois il faut se contraindre à continuer sur la lancée du prof précédent, à rentrer dans ses chaussures alors que bien souvent cela ne correspond pas du tout à l'enseignement qu'on voudrait donner ! »

Luc Muller, M.a. depuis dix ans, lettres modernes : « C'est très frustrant de ne pas pouvoir suivre les élèves. En ce moment par exemple, j'ai des terminales : je partirai avant de savoir s'ils auront eu leur bac... Dans ces conditions on ne parvient pas à donner le maximum de soi, on est moins efficace. C'est dommage ! »

Pire : les maîtres auxiliaires sont parfois contraints d'enseigner une matière qui n'est pas la leur ! Accepter d'enseigner deux matières à la fois, c'est souvent la seule solution pour avoir un poste à plein temps. « Au début j'étais dans l'académie de Nancy-Metz, explique Luc Muller. Une année j'ai enseigné le dessin, la musique, l'éducation physique et le travail manuel. Tout sauf ma spécialité c'est-à-dire les lettres modernes ! C'est indéniable : cela a beaucoup amélioré ma culture générale ! » Surprenant, non ?

Ballottés d'un lycée à l'autre, les maîtres auxiliaires doivent souvent subir des heures de transport pour aller travailler. Chantal Karl, professeur d'anglais, M.a. depuis neuf ans : « J'habite Paris, l'an dernier j'ai été nommé aux Mureaux. Cela faisait chaque jour une centaine de kilomètres à parcourir. Tous les ans j'ai changé de lycée. Je commence à bien connaître la région parisienne. »

Monique Baudequin qui habite Drancy et enseigne dans un lycée parisien passe deux heures par jour dans les transports en commun. En plus de ses dix-huit heures de cours. Et du temps passé à corriger les copies en rentrant chez elle. « Trois fois par semaine je me lève à 5 h 45, dit-elle. Je n'ai pas tellement de temps à consacrer aux loisirs. J'essaie de préparer le Capes mais dans ces conditions ce n'est pas facile : je n'ai pas trouvé de cours en Sorbonne qui puisse cadrer avec mon emploi du temps. »

Le pire, c'est sans doute d'être à cheval sur plusieurs établissements distants de plusieurs dizaines de kilomètres : « Je passe ma vie en voiture, explique Anne B. qui enseigne l'histoire et la géographie. J'habite à Paris et j'ai dix heures de cours à Créteil et huit heures à assurer dans un autre lycée à cinquante kilomètres de là. Je n'ai même pas le temps de discuter cinq minutes avec les élèves. Dès que le cours est terminé je dois sauter dans ma voiture. C'est très démoralisant car on ne peut avoir de contacts intéressants nulle part ni avec les élèves ni avec les autres profs. »

Pour un travail identique ou plus important — les agrégés « font » quinze heures, les M.a. « font » dix-huit heures s'ils enseignent dans un lycée et vingt et une heures dans un collège — les maîtres auxiliaires ont des salaires beaucoup plus faibles : environ mille francs de moins à échelon égal. Et il faut trois années à un M.a. pour passer à l'échelon supérieur contre une année à un professeur titulaire.

Daniel V., professeur de dessin industriel dans un lycée technique de Paris, gagne quatre mille francs par mois... au bout de

Ecole: un tableau très noir

La baisse démographique, au lieu de favoriser une amélioration de la qualité de l'école, sert de prétexte aux restrictions

PAR MICHELE KESPI

« ECOLE fermée, grève active ». Rue Saint-Merri, dans le 4e arrondissement, c'est le mot d'ordre des instituteurs qui, depuis la mi-février, luttent contre la suppression d'une classe.

Preuve que le mouvement qui secoue depuis le début de la semaine parents, enseignants et écoliers de maternelle et de primaire ne peut se résumer à deux journées de grève, les 10 et 11 mars, avec le temps fort d'une manifestation dans les rues de Paris le mardi après-midi. Les chiffres, d'ailleurs, sont là pour prouver que cette vague de protestation contre la dégradation de l'enseignement n'a rien de superficiel. Le rectorat lui-même recensait 76,9 % de grévistes le lundi soir et, d'après le Syndicat national des instituteurs (S.n.i.-P.e.g.c.), huit enseignants sur dix ont répondu aux mots d'ordre syndicaux : deux cent cinquante écoles fermées (sur les six cent dix de la capitale), tandis que des grèves commençaient aussi en banlieue — dans la Seine-Saint-Denis, le Val-d'Oise, ou le Val-de-Marne par exemple — et gagnaient plusieurs villes de provinces. La région parisienne, en effet, n'est pas seule concernée. On prévoit, par exemple, quarante-cinq suppressions dans la Loire, trente-neuf en Moselle.

Au départ de ce mouvement, la décision du ministère de l'Education de fermer soixante-deux classes à Paris lors de la rentrée prochaine.

A l'école de la rue Merri, par exemple, la mobilisation a commencé il y a près d'un mois lorsque l'on a appris que deux classes seraient supprimées en 1980. « Danger ! » titrent des tracts distribués dès le 18 février. « Nous sommes tous concernés. Une classe fermée = dépassement de la base des vingt-cinq élèves dans les autres classes, suppression d'un poste budgétaire, préju-

Jean-Jaurès Fondation

dix ans de carrière ! Moins payés, licenciables du jour au lendemain, les maîtres auxiliaires ne se sentent pas de « vrais » maîtres même s'ils font le même travail que les autres professeurs.

« Le maître auxiliaire, c'est la dernière roue de la charrette, dit Nicole A. Il écope toujours des classes les plus lourdes, des élèves difficiles. Il a l'emploi du temps dont les autres ne veulent pas... On nous fait comprendre à demi-mot qu'on n'a pas les mêmes droits. L'autre jour, j'avais besoin que l'administration déplace le cours d'un autre prof pour que mes élèves fassent un devoir sur table pendant quatre heures. « Pensez-vous ! on ne peut pas déplacer le cours de monsieur X.... » m'a-t-on répondu. C'était un agrégé. Pour un M.a., on ne prend pas de gants ! » De plus en plus les M.a. sont affectés dans les SES — sections d'enseignement spécial — qui regroupe les enfants très en retard, les cas sociaux — beaucoup de ces élèves ne savent ni lire, ni compter en troisième ! Il leur faudrait des enseignants particulièrement formés plutôt que des M.a. qui sortent de l'université. Mais surtout la situation précaire des postes crée des relations tendues entre M.a. et administration.

C'est dur de renoncer à l'avenir

« On se sent complètement infantilisé, dit Jeanne F. L'obtention d'une nouvelle affectation dépend beaucoup de la note administrative. Alors, on se sent obligé de s'écraser. On a peur de se retrouver au chômage. A chaque grève, on hésite à prendre le risque... Pour les titulaires, ce n'est pas grave, juste une journée de salaire qui saute. Vis-à-vis de nous, l'administration peut sévir. » Comment s'en sortir ? Pour les quarante mille maîtres auxiliaires c'est la question. Le plan de titularisation qui a permis d'intégrer quinze mille M.a. à l'Education nationale s'est arrêté en 1975. Une porte très étroite, plutôt une meurtrière, est entrebâillée : c'est le corps des adjoints d'enseignement — cinq cents postes cette année pour vingt mille demandes de titularisation ! Reste le concours. Mais comment préparer l'agrégation ou le Capes quand on travaille à plein temps alors que la poignée de places disponibles est convoitée par des milliers de candidats ? — moins de 1 % de reçus à l'agrégation de philosophie.

La Fen réclame l'arrêt du recrutement de nouveaux M.a., la titularisation des maîtres auxiliaires en fonction de leur qualification et la création d'un corps de titulaires-remplaçants. Ces revendications ont peu de chance d'aboutir : pour le ministère de l'Education nationale, c'est bien pratique de disposer ainsi d'un volant de main-d'œuvre sous-payée, docile et mobile au gré des besoins. « Je préfère ne pas penser à l'avenir », avoue Nicole A. A vingt-huit ans, c'est dur de renoncer à l'avenir... ●

Chamarande : Ah mon beau château !

Dans un lieu de rêve, douze organisations, épaulées et soutenues par le P.s., sont en train de donner corps à une utopie

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

CHAMARANDE est un lieu pas comme les autres, un lieu féérique. Elégant et sobre, tout de blanc et de rose vêtu, le château a été construit au XVIIe siècle par Mansart. C'est le règne du charme absolu. Un rêve ; à quarante-cinq kilomètres de Paris, dans une verdoyante vallée de l'Essone.

Y vit une expérience unique en France : douze associations regroupées pour créer un centre d'activités permanentes, un « lieu de rencontres et d'amitiés », dans le but de promouvoir une évolution du mode de vie. Ainsi se définit le groupe de Chamarande. Il lui a fallu cinq ans pour exister. Cinq ans de bagarres quotidiennes et c'est finalement un petit miracle qui a pris corps.

Au début de l'histoire, en 1975, Nature et Progrès, association européenne qui défend l'agriculture biologique et ses consommateurs, cherchait un nouveau lieu pour s'implanter en région parisienne. Après bien des recherches, elle découvre le domaine de Chamarande, mis en vente pour vingt-deux millions de francs par une société de construction en faillite. « Nous avons visité les lieux et nous nous sommes mis à rêver » raconte Roland Chevriot, directeur du centre, un des principaux animateurs de Nature et Progrès.

D'autres associations vont se joindre à ce rêve, en particulier l'Union des ateliers clubs Claireau (U.d.a.c.) qui organise des stages d'artisanat et a besoin, elle aussi, d'un endroit vaste et beau pour héberger et nourrir des stagiaires dans de bonnes conditions, ni coûteuses ni médiocres. Ce premier groupe va rencontrer un allié inattendu en la personne du préfet, décidé à sauver le domaine de la promotion immobilière. En 1976, le Conseil général passe à gauche. Il prend d'abord une déclaration d'utilité publique qui écarte définitivement le danger de voir ce lieu enchanteur construit et vendu en maisons individuelles. Du coup, il perd la moitié de sa valeur. Ce qui permet au département de l'acheter ensuite pour six millions et demi. Une belle affaire.

« Mais nous ne savions pas encore ce que nous en ferions », explique Francis Despierre, conseiller général socialiste qui avait pris les opérations en main. La droite se désintéressait de la question. Le P.c. (douze sièges contre huit au P.s.) soutenait un projet d'implantation de Tourisme et Travail ; le P.s., lui, a aidé le groupe de Chamarande à élaborer un projet sérieux, financièrement crédible. Exercice auquel Tourisme et Travail n'était pas préparé. De haute lutte, le Conseil général accepte, finalement à l'unanimité, de signer une convention avec le groupe de Chamarande.

En vertu de cet accord, le département s'engage fortement dans l'opération. Pour un total une quinzaine de millions, y compris des travaux dans le parc — qui restera ouvert au public sous sa responsabilité — et la remise en état des bâtiments, pour le gros œuvre. Le groupe prend à sa charge le reste des travaux dans le château et ses dépendances, en particulier pour accueillir cent vingt personnes en juillet. Il finance cela grâce à ses fonds propres et grâce à un emprunt de six millions et demi, couvert par le département.

Yoga, plomberie et jardinage

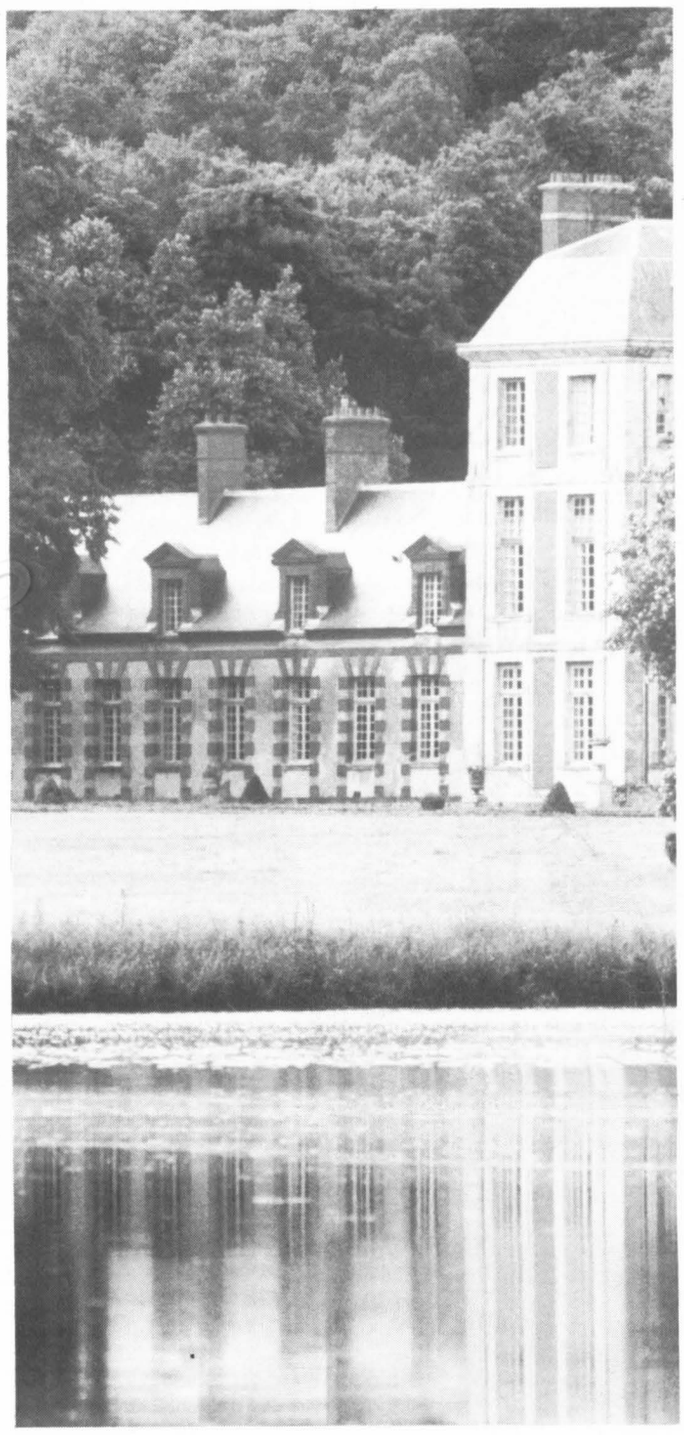
Ainsi le groupe s'est-il donné une structure juridique particulièrement démocratique, la coopérative, où chaque membre à titre individuel, chaque association, quelle que soit sa taille, possède une voix. La gestion sera assurée dans ce cadre, sous la surveillance d'un groupe de travail permanent où les associations, le préfet et la commune de Chamarande sont représentés aux côtés de conseillers généraux.

Reste à redonner vie à l'endroit, fermé depuis sept ans. D'abord en l'accrochant à la vie du pays. Et en l'ouvrant. Des adolescents handicapés mentaux d'un centre voisin ont déjà commencé à faire du jardinage ici. Tous les mercredis, le château sera ouvert aux enfants des écoles. « Nous allons organiser une journée portes ouvertes pour les habitants, pour leur faire comprendre qu'ils peuvent participer à l'expérience », explique Roland Chevriot. Il poursuit : « Nous voulons que les gens viennent et disent, c'est chouette. Nous voulons qu'il y ait de la chaleur. » Pas question de faire de Chamarande un nouveau Royaumont, bien élevé et mort.

Souriant, riant, débordant d'optimisme et d'idées, Roland Chevriot accepte cette définition de leur projet : une démarche pour un nouvel humanisme, tissé de fraternité et de joie de vivre. « Nous voulons donner un exemple, une pratique, une formation, sur un autre ordre social, une société qui ne serait ni de consommation ni de gaspillage. Nous voulons développer l'énergie du muscle, apprendre à faire nous-mêmes, retrouver le goût de l'effort, pour nous sentir mieux. Je suis persuadé qu'avec des moyens limités on peut être heureux. » Il rit : « C'est plus une philosophie de l'être que de l'avoir. »

Ces concepts trouvent leur champ d'application naturel dans les activités organisées à Chamarande. Quelques grandes têtes de chapitre : l'artisanat, l'environnement, les technologies alternatives, l'équilibre et la santé, la culture. Stages de poterie, de tapisserie, de travail du bois et du fer y côtoient la plomberie, les techniques solaires, le jardinage, le yoga et les médecines dites douces. Et bien d'autres choses encore. On peut s'y initier comme suivre un cours de formation pour devenir animateur. Le coût en est assez modique — autour de six cent francs pour quarante heures en artisanat.

Parallèlement, le groupe de Chamarande a mis quelques dossier à l'étude. Par exemple, comment organiser le parc pour y développer une initiation à l'environnement, à travers des sentiers botaniques et forestiers. A l'étude aussi, la production d'énergie sur place, biomasse et solaire associés : « Nous voulons constituer une sorte de village expérimental sur le plus de formules pilotes possibles, y compris une programmation du chauffage des locaux par mini-ordinateur, afin d'utiliser l'énergie solaire au mieux. »



Sur ces dossiers, plusieurs associations travaillent de concert. Ici réside le premier pari de l'expérience : qu'une fédération de diverses associations forment finalement un vrai groupe, menant des actions communes, permettant à celui qui est venu apprendre le tissage de jardiner ou cuisiner, si le cœur lui en dit. En espérant même que le cœur lui en dira. Ces « passerelles » entre associations et activités ne sont pas si évidentes à mettre en place. Il y faut de la souplesse et de l'imagination. « Nous essayons d'organiser des activités horizontales, comme cette fête prévue en juin ou le stand que nous avons monté à Marjolaine. Il y a aussi le chantier de restauration du château, qui occupe tout le monde. La moitié des travaux prévus pour juillet est assurée par Etudes et Chantiers, une des associations du groupe. »

A ce pari humain s'ajoute un pari financier. Il faudra trois cents lits, pratiquement occupés en permanence, pour que Chamarande fonctionne sans déficit. Aujourd'hui, le succès semble assuré : tous les stages prévus pour les prochains mois sont déjà pleins. Mais la tendance risque de se renverser et la demande de faiblir. Dans ce cas la situation du groupe pourrait devenir précaire. La convention signée avec le département garantit normalement un bail de vingt-cinq ans mais le Conseil général s'est réservé le droit de le résilier à tout moment. Un renversement politique pourrait coûter cher à Chamarande si le P.s., moteur de l'aventure, venait à faiblir dans le département.

Dans l'euphorie de la mise en route, ls promoteurs de Chamarande ne s'inquiètent pas trop de ces nuages encore lointains. Leur meilleure chance réside d'ailleurs dans leur capacité à donner corps à son utopie, à éveiller à de multiples intérêts leurs visiteurs, grâce à la qualité de l'accueil. ●



Manifestants à Paris, mardi dernier.

dice de la qualité du travail. » Car tout est là : la baisse démographique, au lieu de favoriser une amélioration de la qualité de l'école, sert de prétexte aux restrictions. Rien que dans le centre de Paris (I[e], IIe, IIIe et IVe arrondissements), dix-sept fermetures de classes sont prévues. On voit également se multiplier les classes à double niveau, s'allonger les listes d'attente en maternelle. Les remplacements de maîtres, toujours par soucis d'économie, sont de plus en plus mal assurés.

L'avenir ? Noir. Comme le font remarquer les enseignants de Saint-Merri dans leur campagne d'information en direction des parents : « S'il est facile de fermer une classe, il est quasiment impossible d'obtenir sa réouverture, compte tenu des normes administratives. La baisse démographique devait améliorer la qualité de l'enseignement grâce à des effectifs décents (vingt à vingt-cinq enfants par classe). En fait, on en profite pour faire des économies. On n'économise pas sur le dos des enfants ! » Ils ripostent immédiatement : les 26 et 28 février, déjà, l'école est fermée.

Des collectifs parents-enseignants se forment. Des délégations se rendent au rectorat. Le 1er mars, la grève, tant des enseignants que des parents est votée à l'unanimité.

Dans d'autres écoles aussi, on n'a pas attendu de mot d'ordre national pour manifester ce ras-le-bol que nul ne prévoyait aussi fort : le 3 mars, douze établissements parisiens étaient touchés par la grève à laquelle participaient cinquante-cinq instituteurs. Le mot d'ordre « Pas une seule fermeture de classe » a aujourd'hui fait tache d'huile. Et des exemples sont là pour montrer que l'action paie. Ainsi, dans le XVIIIe arrondissement, la mobilisation des parents et des enseignants a déjà porté ses fruits : le nombre des fermetures est passé, pour l'instant, de huit à deux. ●

Renaud : une bande de jeunes à lui tout seul

Dans "l'Internationale", on chante "Du passé faisons table rase"; les loulous le disent autrement mais c'est ce qu'ils veulent

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

ON a tout dit de Renaud. On a tout raconté : ses poèmes d'adolescent ; sa première guitare sur laquelle il écorchait des chansons d'Hugues Auffray ; son répertoire de base (« le Dénicheur », « la Valse brune », « la Java bleue », etc.), qu'il avait appris dans une cour d'immeuble du côté de la porte d'Orléans ; les six cents « sacs » qu'il se faisait chaque jour en chantant sur les marchés de la rue Daguerre et du boulevard Edgar-Quinet ; son premier disque et cette gueule de gavroche qu'il s'était faite pour la circonstance...

On lui a flanqué toutes les étiquettes sur le dos. « Sceptique comme Montaigne, rationnel comme Descartes », disait sans rire sa première biographie fabriquée par les disques Polydor. « Marginal », écrivait « le Monde de la musique ». « Citadin », découvrait ingénument le journal du Théâtre de la Ville. « Faux loubard et démago », affirmaient quelques plumitifs de la presse Hersant. Un hebdomadaire qui se situait à l'extrême gauche est même allé jusqu'à titrer sur « la solitude du loubard de fond », sans se demander s'il était vraiment solitaire. Bref, imbéciles et prétentieux, comme toujours, se sont retrouvés au coude à coude pour manier les clichés les plus éculés. Il leur aurait suffi d'écouter Renaud...

Tout est dit pour qui veut entendre. Sa révolte sincère était là d'entrée de jeu, dès son premier disque, dans les mots d'« Hexagone » : « Ils sont pas lourds, en février, / à se souvenir de Charonne, / des matraqueurs assermentés / qui fignolèrent leur besogne... » Sa « loubardise », son appartenance à l'école de la rue s'est affirmée avec sa seconde cire, de « Laisse béton » à « Je suis une bande de jeunes », en passant par « le Blues de la porte d'Orléans ». Sa tendresse naturelle, viscérale, était dans ses premiers textes, « Rita » ou « Greta » ; elle a explosé avec « Ma gonzesse », avec cet aveu sans détours : « Malgré le blouson clouté / sur mes épaules de velours / j'aimerais bien parfois chanter / autre chose que la zone / un genre de chanson d'amour / pour ma petite amazone... » Eh ! oui... si toute une partie de la jeunesse s'identifie à Renaud, se reconnaît dans ses chansons, c'est peut-être pour des raisons profondes...

Renaud est à Bobino du 11 mars au 6 avril. En première partie, il chante « l'Accordéonniste », « les Roses blanches », « la Butte rouge », des chansons de Piaf, Fréhel, Bruant et Montéhus. Dans le même temps, il sort un nouveau disque : « Marche à l'ombre » (Polydor 2 473 111) ; et un livre : « Sans zikmu » (Editions du Champ libre). « Zikmu », en verlan, signifie « musique ». Renaud publie donc ses chansons nues, sans les mélodies d'accompagnement. Il n'y a qu'à lire. Comme il n'y a qu'à l'écouter parler. Car, si on a beaucoup parlé de Renaud, on ne lui a pas souvent laissé la parole...

« L'UNITE » : Ton langage et tes fringues, ton apparence, c'est de la frime, du folklore gratuit, comme le prétendent d'aucuns ?

RENAUD : C'est pas plus du folklore que la vie des mecs dont j'parle dans mes chansons : ils ont vraiment du cuir partout, des motos et des chaînes de vélo ; ils ont leur façon de causer ; ils donnent dans le style cow-boy et macho ; ils roulent la caisse. J'ne m'mets rien sur le dos, j'ne mets rien dans mes chansons qui n'soit dans la vie.

— Cette vie, c'est toujours la tienne, vraiment ?

— C'est moins ma vie depuis quelque temps. La vie des loubards et des zonards, c'est surtout le chômage, la misère, la délinquence, l'ennui. Mais c'est pas parce que j'peux payer mon loyer, maintenant, que j'vais m'mettre à chantonner « la vie est belle ». Je n'peux que continuer à parler d'la vie que j'ai connue et que mes copains continuent à connaître. Je vais pas parler des injustices que j'connais qu'par ouï-dire. Les Cambodgiens, Sakharov, c'est sûrement des trucs sur lesquels faut gueuler. Mais j'me sens pas armé pour ça, j'connais pas assez. Par contre j'sais d'quoi je cause quand j'parle d'la révolte des loulous.

— Et ça te touche quand on t'accuse de démagogie, quand on dit qu'avec la zone tu as trouvé un bon filon ?

— Ouais, un créneau. Je sais. J'pourrais t'dire que j'm'en fous. Ça s'rait faux. Si j'ai pris la peine d'écrire une chanson — « Où c'est qu'j'ai mis mon flingue ? » — pour répondre, c'est bien qu'ça me touche. J'te cite un passage : « J'vais pas m'laisser emboucaner / par les fachos, par les gauchos, / tous ces pauv'mecs endoctrinés / qui foutent ma révolte au tombeau. » (1) J'vais pas t'en faire un fromage. Mais j'te fais r'marquer qu'c'est seulement depuis qu'ça marche pour moi qu'on m'traite de démago. Avant, quand j'vendais pas d'disques, qu'j'avais quatre pinioufs dans mes concerts, on disait qu'j'étais authentique !

— Si tu n'étais pas devenu chanteur, tu serais resté un « loulou » parmi d'autres ?

— Sûrement. Qu'est-ce qu'il aurait pu m'arriver d'autre ? J'serais pas devenu étudiant. Ma véritable école ça a toujours été la rue. Les bistrots aussi. Ça mène pas à l'université ! Si j'm'étais pas mis à chanter, j'aurais suivi la même filière qu'les autres : beaucoup d'détresse et p't-être un peu d'amour, des batailles désespérées, des colères grosses comme un suicide permanent...

— Je comprends que tu reprennes ce grondement sourd, ce désespoir, sur scène et dans tes disques. Mais le folklore, le côté cow-boy dont tu parlais à l'instant, ça présente quel intérêt ?

— C'est quelque chose d'important : c'est la façon qu'les loulous ont d's'exprimer, de s'singulariser, de s'montrer différents des autres. Les sapes et leur comportement, c'est leur manière de dire : « on existe ». C'est aussi, sans doute inconsciemment, une forme ou un signe de révolte.

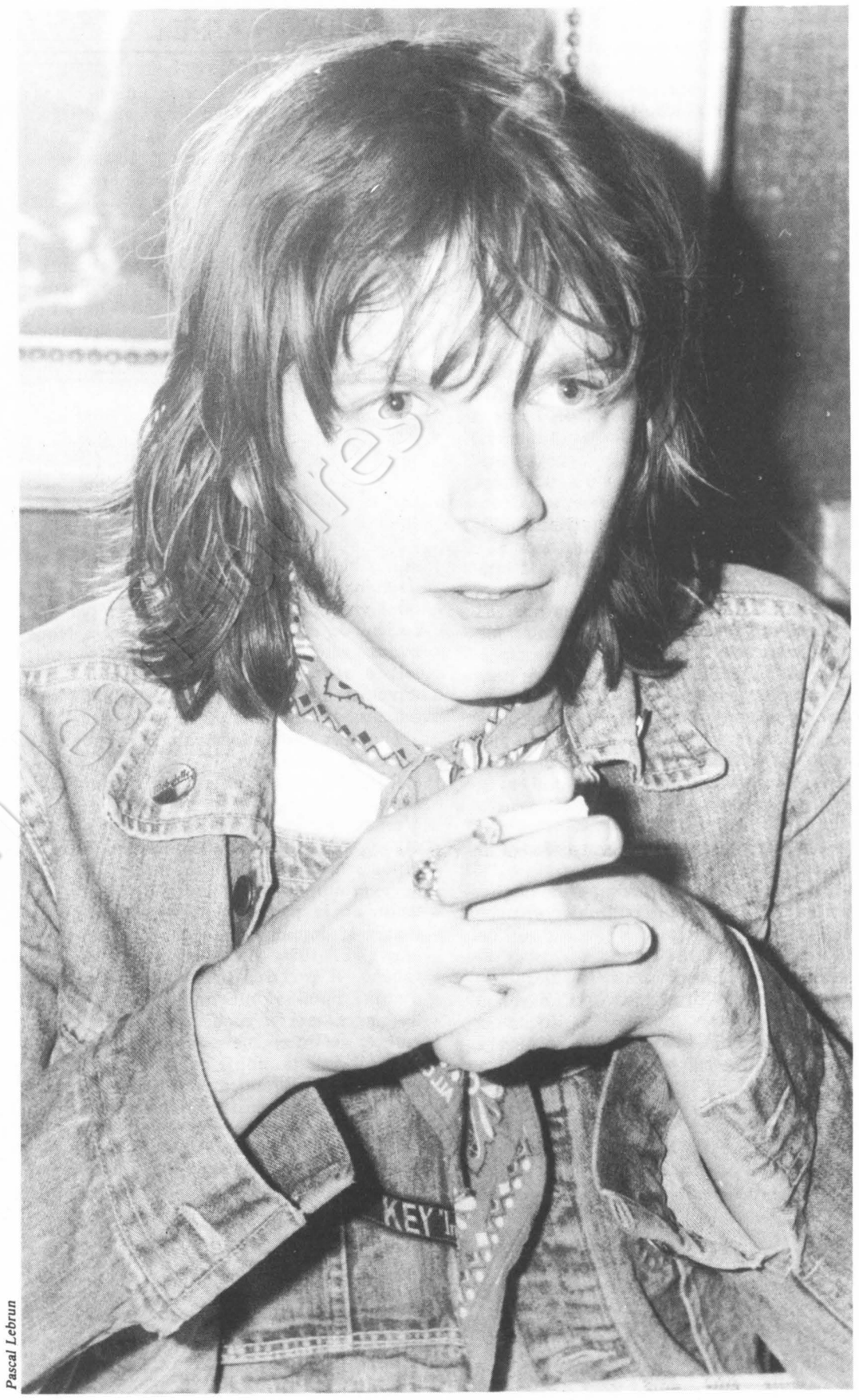
— Elle va loin, cette révolte ?

— Pas tellement loin. Parc'qu'elle est pas dirigée contre le véritable ennemi, contre les requins qui ont l'fric et l'pouvoir. Mais, en même temps, c'est une révolte sincère. Dans une salle, pendant un concert, c'est toujours les loulous qui me réclament les premiers « Hexagone » : ils aiment pas du tout la France en béret basque, avec son pain sous le bras, ses beauf' à la Cabu, ses p'tits drapeaux, ses vieux chauvins et tout l'reste.

— Tu peux dire que cette révolte a véritablement une signification politique !

— Et comment ! J'vais pas t'parler politique politicienne, c'est pas mon boulot. Mais une révolte qui naît d'la vie quotidienne, des conditions de vie, d'la misère matérielle et morale, comment ça pourrait ne pas être politique dans ses origines et dans ses conséquences ? Une jeunesse perdue, des mômes qui se sentent rejetés, c'est politique, non ? Et quand j'raconte tout ça dans mes chansons, ben, j'fais d'la politique. Que ça plaise ou non.

On va dire qu'elle est pas constructive cette révolte. D'accord. Mais elle est vitale. Pour ceux qui la vivent, c'est le seul moyen de n'pas crever. Les loulous sont des destructeurs. D'accord. Mais est-ce que la société leur a donné la chance d'être autre chose ? Ils veulent tout casser. D'accord.



Pascal Lebrun

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 026. 51 ans. F.p.a. technicien horticulture prend direction espace vert ville, mairie socialiste, préférence ouest, sud-ouest. 6 000 francs mensuels.
Ecrire à André Michel « le Grillon » bât. A, 69340 Francheville.

Réf. 028. Pour vos fêtes, fédération, section, cabaret, auteur compositeur interprète avec musiciens, sono, cherche récital concert, renseignements tél : 826.35.71.

Réf. 029. Jeune homme 28 ans, ancien élève école notariat de Tours, promu clerc de notaire, cherche emploi. Etudie toutes proposition.
Ecrire Berthelot P.J. 19, avenue de Piffoux, 86100 Chatellerault.

DIVERS

Réf. 027. A vendre : avec ou sans murs. Chef-lieu de canton Lot-et-Garonne, fond de commerce de bonneterie-confection, laines, blanc. En exclusivité les marques : A. Lafont, Kidur, Pingouin, Eminence, Jil, Petit-Bateau-Montagut, Saint Epin, Agalys, etc.
Très bonne et vieille affaire, bonnes conditions.
Téléphoner heures repas jusqu'à 22 h. au (56) 65.55.85 ou écrire au journal (12, cité Malesherbes 75009 Paris) qui transmettra.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

Mais c'est une réaction normale. Tous les rebelles ont toujours eu cette attitude. Est-ce que l'« Internationale » dit autre chose ? « Du passé faisons table rase... » Ils le disent p't-être autrement, mais c'est c'qu'ils veulent, les loulous : faire table rase. Parce que c'qui les entoure les assassine tous les jours.

— Ils n'ont aucune béquille ? Toi tu en as une...

— Si on veut, j'en ai une : la chanson. Comment dire ça sans être prétentieux ? J'me sens artiste. J'ai hérité de quelque chose de c'côté-là : j'avais un grand-père mineur... et un autre helléniste distingué. Les loubards, eux, sont complètement paumés. Leurs béquilles s'appellent violence, bistrots et bandes. Ils ont au mieux l'certif ou un C.a.p. Tu peux toujours leur tendre des perches, ils les prennent pas. Dans leur tête, y a comme un engrenage : vivre à fond la caisse, mourir vite et faire un beau cadavre. C'qui m'impressionne c'est qu'ça gangrène dur : y a d'plus en plus d'jeunes qui pensent comme ça, même chez les bourgeois. Les Autonomes de la gare Saint-Lazare n'étaient pas tous des enfants de prolos. Y avait un bon paquet de p'tits bourgeois dans l'tas.

— Tu crois qu'à quarante ans les loulous d'aujourd'hui seront encore des révoltés ?

— Ils y arrivent pas tous à quarante balais. Mais ceux qui atteindront c't'âge-là seront sans doute rentrés dans le rang depuis belle lurette : travail-famille-patrie ; coupés d'leur bande, leur révolte se résumera par un vote d'opposition. Dans l'meilleur des cas ! Ils crèveront comme les autres, mais à feux doux. Pas de quoi y voir un espoir !

— La chanson, ça t'aide vraiment à échapper au désespoir ?

— Disons qu'ça m'aide à vivre, mais c'est pas suffisant. En fait, mon monde ne s'réduit pas à celui d'la chanson. Mon univers s'étend aux autres artistes mais aussi à toute la vie. Les copains, c'est pas seulement des copains d'métier ou d'café-théâtre, c'est aussi des copains d'enfance et des copains d'bistrots (2). C'qui fait qu'depuis trois ans, j'pourrais très bien vivre n'importe comment, même sans chanter. Parc'que j'suis heureux. Ouais, aujourd'hui, j'suis sûr qu'j'serais heureux même en faisant un boulot sans intérêt. Tiens, j'peux m'arrêter d'chanter d'un jour à l'autre.

Tu sais pourquoi, tout ça ? Parc'que j'suis bien dans ma peau, parc'que j'suis amoureux. C'est pas pour ça que j'vais déserter. Au contraire ! Quand on s'bat, pour avoir du punch, faut être heureux et solide. On peut être heureux sans être égoïste. C'est pas parce que ma gonzesse m'aime et que j'l'aime qu'on oublie l'reste. Non, on sait qu'un jeune Arabe s'est fait descendre dans une cour d'immeuble l'autre jour. On peut d'autant plus gueuler qu'on sait c'qu'il a perdu l'môme : la chance qu'on a nous, la chance d'être heureux un jour !

— Je suppose que c'est ce bonheur personnel qui t'a fait écrire « Chanson pour Pierrot », une chanson pour l'enfant que tu veux avoir. Ce n'est pas un peu contradictoire, quand on est révolté et désespéré comme tu l'es, de vouloir « perpétuer l'espèce » ?

— J'ai envie d'semer d'la graine d'insoumis, d'la graine de rebelles. Si notre génération ne réussit pas à changer grand-chose, raison de plus pour faire naître des héritiers, de nouveaux lutteurs. En plus, j'aime les enfants... Alors, pourquoi j'me refuserai cette joie ?

— Tu veux un seul enfant ?

— Non, six !

— Et ton métier ? Il t'apporte de la joie ?

— Mon métier me fait parfois peur. Tu connais l'histoire du chanteur (en fait paraît qu'c'était un peintre, mais l'résultat est l'même) qui se produisait pour dix copains dans une taverne de Munich ; tu sais comment ça s'est terminé... Les applaudissements me font un peu peur. D'un côté, j'aime bien sentir qu'des gens pensent, pleurent et rient comme moi. D'un autre côté, j'ai la trouille de l'idôlatrie : j'pige pas pourquoi y en a qui veulent avoir ma signature sur un vieux ticket d'métro...

— L'ambiance du show-biz, tu supportes ça comment ?

— J'me marre. Depuis qu'ça va bien pour moi ceux qui pouvaient pas m'saquer, ceux qui m'disaient même pas bonjour, s'croient obligés de m'cirer les pompes. Mais tout ça n'a pas grand intérêt...

— Tu te situes dans la nouvelle chanson française, la N.c.f. dont on nous rebat les oreilles depuis quelque temps ?

— Ah ! non. Surtout pas ! A moins qu'Bruant et Piaf en fassent partie...

— Tu as eu vingt-sept ans. Ce n'est pas un peu tôt pour faire publier tes œuvres complètes ?

— Charrie pas ! « Sans zikmu » rassemble cinquante textes dont trente mériteraient la corbeille. J'ai jamais demandé à personne d'en faire un livre. C'est un éditeur qu'a eu cette idée. Comme il est sympa, j'lui ai dit « d'accord ». Va pas chercher plus loin.

— Tu disais à l'instant que tu pourrais t'arrêter de chanter d'un jour à l'autre. C'est sérieux ?

— Oui. J'préfère m'arrêter avant qu'on m'arrête. J'ai envie de faire comme Brel. Un jour, j'sais pas encore quand, ciao ! J'vais pas faire du Renaud toute ma vie. J'me vois pas dans quinze ans faisant Bobino pour la huitième fois, l'Olympia pour la quatrième, le Palais des Congrès pour la deuxième et sortant mon dix-neuvième trente-trois tours ! En plus, j'en ai déjà un peu marre des galères : les tournées, les galas, les répétitions, les kilomètres, les hôtels, les interviews dans les loges, les mecs qui veulent rentrer gratis... J'me sens pas capable, physiquement, de tenir toute ma vie d'scène. C'est trop prenant, trop angoissant. Surtout, j'ai envie d'faire autre chose.

— Quoi ?

— Pour l'instant, mes chansons font deux pages. J'voudrais en écrire de deux cents pages. Des livres, quoi ! Des romans, des polars, des scénarios. Evidemment, un bouquin c'est moins accessible qu'une chanson, c'est moins direct, donc moins efficace. On trouve plus de disques que de livres chez les loulous. Alors, p't'être que j'arrêterai seulement la scène et que j'continuerai à enregistrer des disques...

Mais j'ai vraiment envie d'écrire très vite. Ça approche. Ça vient... Tiens... « Lorsque Bob Filler reçut la balle dans la nuque, il ne comprit pas immédiatement ce qui lui arrivait. » ●

(1) Discographie de Renaud : « Hexagone » (Polydor 2 393 105), « Laisse béton » (Polydor 2 473 071), « Ma gonzesse » (Polydor 2 473 095) et « Marche à l'ombre » (Polydor 2 473 111).

(2) Renaud est effectivement le contraire d'un solitaire. Son dernier disque, par exemple, est « dédié à Nanar de Clermont-Ferrand, Michel P 36 de Longwy, Paul Toul de Paris, Starshooter de Lyon. Ainsi qu'à Solange, Olivier, Céline, Orlando et Alénior de la Porte d'Orléans. Et à Dominique de partout et de toujours ».



Pascal Lebrun

les ēditions ouvrières



Jean Auger
Syndicalisme des autres, syndicats d'Europe
Les internationales syndicales
Les analyses, les stratégies et les perspectives du mouvement syndical européen.
Collection «Comprendre pour agir»
20381 - 272 pages

Marguerite Yourcenar : une oeuvre puissante et douce

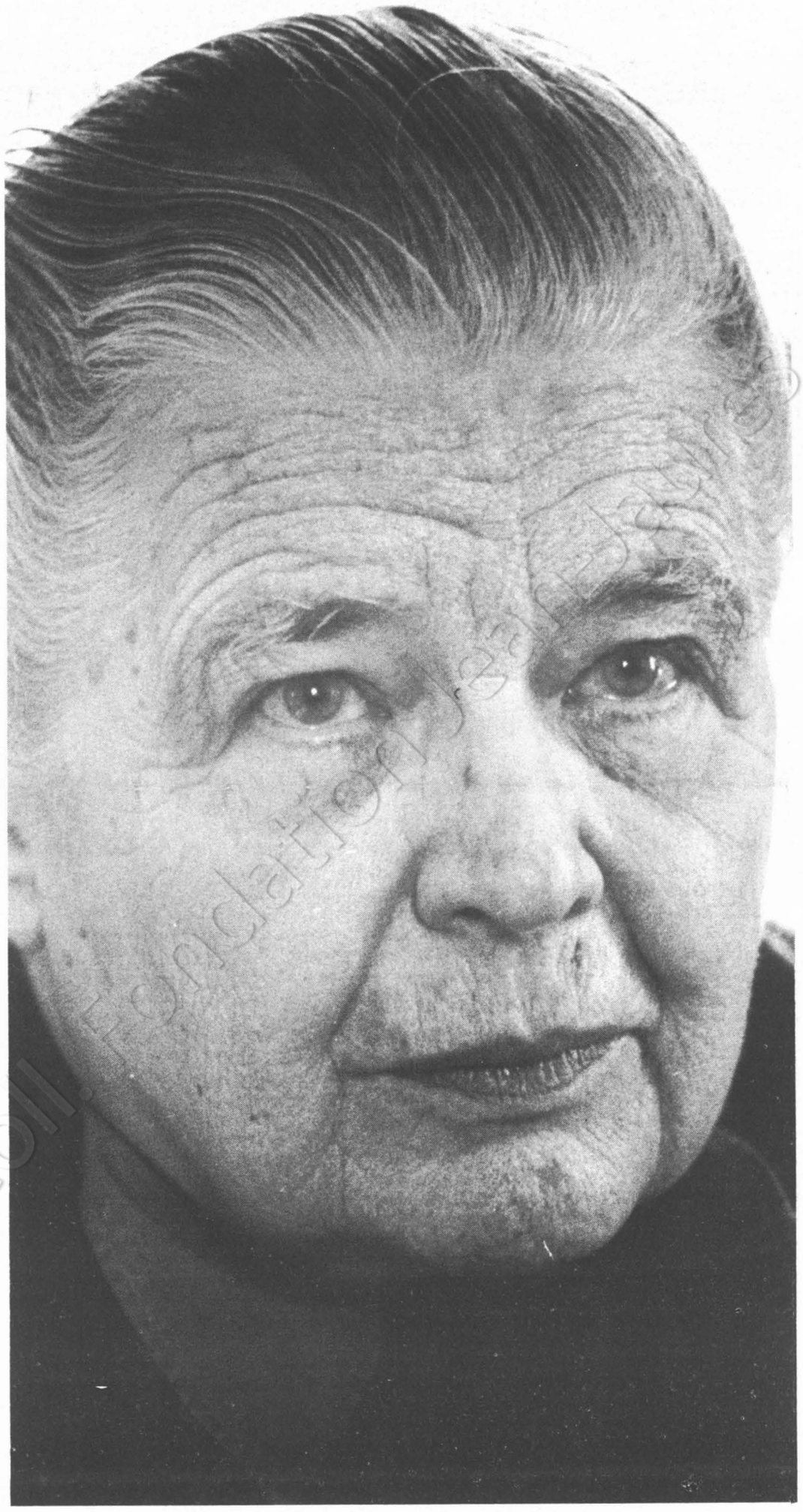
PAR NICOLE CHAILLOT

ELUE « première femme à l'Académie française », le 6 mars dernier, Marguerite Yourcenar reste cependant un écrivain secret. De ceux qui suscitent un clan d'adeptes, une sorte de franc-maçonnerie de lecteurs jaloux de leurs prérogatives.

Tout la vie de Marguerite Yourcenar, née à Bruxelles le 8 juin 1903, est là pour attester qu'il n'est plus nécessaire de la lancer sur l'orbite de la mode. Son œuvre continuera à résister à cette invasion, car elle exige attention et concentration. Ce ne sera jamais un produit de littérature pour grandes surfaces.

Un des premiers essais publiés sur l'œuvre de Marguerite Yourcenar est sorti, par une coïncidence heureuse, le jour de son élection à l'Académie française. Ecrit par Nicole Chaillot, rédactrice en chef de « l'Unité », il est édité par les Editions Martinsart dans la collection « Femmes et société » sous le titre « Femmes et littérature ». (1). Marguerite Yourcenar y figure en bonne compagnie entre George Sand et Colette. Nous en publions deux chapitres ci-dessous : « Cherchez la femme » et « Le Bonheur est un sous-produit ».

(1) « Femmes et société », six volumes en souscription aux Editions Martinsart - 41200 Romorantin.



Cherchez la femme

HADRIEN, Zénon, Alexis, Eric, tous les grands personnages des romans de Marguerite Yourcenar sont des hommes, et qui plus est, des hommes qui n'aiment pas les femmes et qui n'ont de goût que pour les éphèbes. « Moi, dit Zénon, je goûte par-dessus tout ce plaisir un peu plus secret qu'un autre, ce corps semblable au mien, qui reflète mon délice » *(L'Œuvre au noir).*

Alors, pas de femmes dans cette œuvre de femme ? Au contraire il y en a beaucoup, et quand on sort un peu des sentiers battus de la critique, on trouve un grand nombre de « femmes fortes » comme la merveilleuse Marcella du *Denier du rêve* ou encore la Sophie du *Coup de grâce.*

Mais il est vrai qu'elles sont absentes ou quasi absentes des *Mémoires d'Hadrien* et de *L'Œuvre au noir,* les deux romans majeurs de Marguerite Yourcenar. Elle s'en est elle-même expliquée : « Rien n'est plus secret qu'une existence féminine. Le récit de Monique serait peut-être plus difficile à écrire que les aveux d'Alexis » ou encore : « Impossibilité aussi de prendre pour figure centrale un personnage féminin, de donner, par exemple, pour axe à mon récit, au lieu d'Hadrien, Plotine. La vie des femmes est trop limitée, ou trop secrète, qu'une femme se raconte, et le premier reproche qu'on lui fera est de n'être plus femme. Il est déjà assez difficile de mettre quelque vérité à l'intérieur d'une bouche d'homme » (Carnet de notes de *Mémoires d'Hadrien*).

Il est vrai qu'ayant choisi de situer ses deux principaux romans, l'un dans la Rome du 1er siècle, l'autre dans l'Europe de la Renaissance, il était plus difficile à Marguerite Yourcenar de faire de ses femmes des héroïnes alors que la majorité d'entre elles jouaient à ces époques des rôles effacés. Il est néanmoins impossible de cacher les jugements parfois très durs que l'écrivain porte sur son sexe. Elle s'abrite certes derrière ses personnages masculins pour s'exprimer mais la brutalité des opinions n'en est pas moins éclairante.

« Les femmes sont rarement calmes : elles sont placides, ou bien elles sont fébriles » *(Alexis)* ; « Rien pour les femmes n'a d'importance qu'elles-mêmes et tout autre choix n'est pour elles qu'une folie chronique ou qu'une aberration passagère » *(Le coup de grâce).* Ou encore : « L'instinct des femmes est si court qu'il est facile de jouer à leur égard le rôle d'astrologue » *(Le coup de grâce).*

En quoi consiste donc l'idéal féminin de Marguerite Yourcenar ? Elle l'a exprimé au détour d'une phrase, comme sans y penser : « Le charme d'une nature ardente unie à un comportement calme » *(Souvenirs pieux).* Et dans son œuvre trois femmes seulement répondent à cette définition : Marcella, la militante anarchiste de *Denier du rêve,* Sophie, l'amoureuse déchirée du *Coup de grâce,* et Plotine, l'impératrice, amie et protectrice d'Hadrien. Mais les deux premières sont des passionnées, un peu fatigantes et sujettes à des réactions absurdement « féminines », de plus elles sont violemment éprises et leur amour est contrarié, tandis que Plotine, c'est la sagesse.

Plotine, l'amie, la mère, la conseillère, la sage, reste jusqu'à ce jour le seul personnage féminin que l'auteur aime avec une tendresse respectueuse : « Et c'est alors que m'apparut le plus sage de mes bons génies : Plotine. (...) Elle m'avait soutenu, sans paraître s'apercevoir qu'elle le faisait dans mes moments difficiles. (...) Je pris l'habitude de cette figure en vêtements blancs, aussi simples que peuvent l'être ceux d'une femme, de ses silences, de ses paroles mesurées qui n'étaient jamais que des réponses et les plus nettes possible. Nous étions d'accord presque sur tout. Nous avions tous deux la passion d'orner, puis de dépouiller notre âme, d'éprouver notre esprit à toutes les pierres de touche. Elle inclinait à la philosophie épicurienne, ce lit étroit, mais propre, sur lequel j'ai parfois étendu ma pensée. (...) L'amitié était un choix où elle s'engageait tout entière ; elle s'y livrait absolument, et comme je ne l'ai fait qu'à l'amour. Elle m'a connu mieux que personne, je lui ai laissé voir ce que j'ai soigneusement dissimulé à tout autre : par exemple, de secrètes lâchetés. J'aime à croire que, de son côté, elle ne m'a presque rien tu » *(Mémoires d'Hadrien).*

Ce beau portrait en forme d'hymne à l'amitié est curieusement proche d'un autre (celui de Grâce, l'amie de Marguerite Yourcenar, « le visage de la fidélité »), qu'elle trace dans le carnet de notes qui suit *Mémoires d'Hadrien.* « Ce livre n'est dédié à personne. Il aurait dû l'être à G.F.... et l'eût été, s'il n'y avait une espèce d'indécence à mettre une dédicace personnelle en tête d'un ouvrage d'où je tenais justement à m'effacer. Mais la plus longue dédicace est encore une manière trop incomplète et trop banale d'honorer une amitié si peu commune. Quand j'essaie de définir ce bien qui depuis des années m'est donné, je me dis qu'un tel privilège, si rare qu'il soit, ne peut cependant être unique ; qu'il doit y avoir parfois, un peu en retrait, dans l'aventure d'un livre mené à bien, ou dans une vie d'écrivain heureux, quelqu'un qui ne laisse pas passer la phrase inexacte ou faible que nous voulions garder par fatigue, quelqu'un qui relira vingt fois s'il le faut avec nous une page incertaine : quelqu'un qui prend pour nous sur les rayons de la bibliothèque les gros tomes où nous pourrions trouver une indication utile, et s'obstine à les consulter encore au moment où la lassitude nous les avait déjà fait refermer. Quelqu'un qui nous soutient, nous approuve, parfois nous combat, quelqu'un qui partage avec nous, à ferveur égale, les joies de l'art et celles de la vie, leurs travaux jamais ennuyeux et jamais faciles ; quelqu'un qui n'est ni notre ombre, ni notre reflet, ni même notre complément, mais soi-même ; quelqu'un qui nous laisse divinement libre, et pourtant nous oblige à être pleinement à ce que nous sommes » (Carnet de notes aux Mémoires).

Il n'en est pas de même pour Marcella et pour Sophie. Le calme et la sagesse ont déserté leur âme, ce sont des violentes, des passionnées. Marcella, un des nombreux personnages du *Denier du rêve,* c'est la femme forte de l'Ecriture. Une militante qui donnera sa vie pour une cause, « la femme fraternelle envers tous les vaincus ». Il est peut-être intéressant de noter que Marguerite Yourcenar, qui prône à l'égard de la politique politicienne, de l'engagement militant, et de ce qu'elle appelle « les mots majuscules » redondants et dérisoires, un attentisme sceptique, a fait de ses deux seuls personnages féminins vraiment forts, Marcella et Sophie, des femmes dont l'engagement politique est si total qu'il les mènera à la mort. Une fin qui ressemble grandement dans les deux cas à un suicide. Mais ceci est une autre histoire.

« Marcella Ardeati était née en Romagne ; ... la richesse, le succès, le plaisir, le bonheur même provoquaient chez elles une horreur analogue à celle du chrétien pour la chair... peu à peu cette solidarité avec le malheur des siens s'était élargie, l'associant désormais à tous les humiliés, à tous les opprimés, à tous les punis. L'attente de l'avenir avait donné à cette femme vouée à la révolte les larges yeux des jeunes sibylles. » Quant à Sophie, l'aristocrate déchirée du *Coup de grâce,* son cas est encore plus complexe. « Sophie cachait à peine ses sympathies pour les Rouges : pour un cœur comme le sien, l'élégance suprême était évidemment de donner raison à l'ennemi » *(Le coup de grâce).* Mais ces deux femmes, pour fascinantes qu'elles soient, n'apparaissent que rarement comme des créatures de chair et de sang au même titre que Zénon ou Hadrien. Leur héroïsme est un peu « forcé » et Marguerite Yourcenar, gorgée de mythologie, en a fait des créatures passionnantes mais plus proches d'Antigone ou de Médée que du commun des mortelles. Majestueuses et superbes, elles ne nous bouleversent jamais ; le respect sacré que l'on éprouve pour elles nous empêche de jamais les aimer. Un exemple : Marcella, solitaire et déterminée, a décidé de tuer Mussolini à Rome un soir de 1933. Voici comment Marguerite Yourcenar la

dépeint : « Elle marchait comme une Grecque dans Hadès, comme une chrétienne dans Dité, lourde d'un fait aussi vieux que l'Histoire, croisant peut-être, à tel ou tel coin de rue, d'autres rôdeurs, isolés par leur conviction et leur haine, rêvant de faire ou de voir faire un jour ce qu'elle tentait ce soir-là, mais qui n'étaient néanmoins pour elle que des promeneurs banals, comme elle n'était pour eux qu'une médiocre passante. Car les dieux justiciers s'ignorent réciproquement sous leur travesti de chair » *(Denier du rêve).*

On a souvent l'impression que Marguerite Yourcenar, qui dira d'elle-même : « Elle ne sera guère entravée comme tant de femmes le sont encore de nos jours, par sa condition de femme, peut-être parce que l'idée ne lui est pas venue qu'elle dût en être entravée », a choisi une bonne fois pour toutes le camp des hommes. Comme si le monde des femmes l'ennuyait au même titre qu'un ouvroir pour dames patronnesses, ou qu'un salon de thé bruissant du papotage des douairières. Curieux anachronisme d'une œuvre par ailleurs si visionnaire.

La mort, héroïque en diable, de Sophie à la fin du *Coup de grâce* est exemplaire à ce titre. Arrêtée avec un groupe de partisans bolcheviques, elle doit subir le sort commun et être fusillée. Par un ultime désir, elle exige d'être exécutée de la main même d'Eric, l'homme qu'elle a passionnément aimé et qui l'a repoussée. Voici ce qu'en dit Eric (elle, on ne saura jamais ce qu'elle en pense, seuls les hommes sont autorisés à s'exprimer) : « J'ai pensé d'abord qu'en me demandant de remplir cet office, elle avait cru me donner une dernière preuve d'amour, et la plus définitive de toutes. J'ai compris depuis qu'elle n'avait voulu que se venger et me léguer des remords. Elle avait calculé juste. J'en ai quelquefois. On est toujours pris au piège avec ces femmes. » Ainsi même les plus fortes d'entre elles, même les plus dignes d'amour et de respect, seraient assez rouées, assez diaboliques pour penser à tendre des pièges au moment de la mort, afin d'empoisonner l'existence des malheureux hommes, avec leur « terrible amour ».

Marguerite Yourcenar, écrivain du XXe siècle, reste à cet égard la contemporaine de Flaubert, de Conrad et de Tolstoï.

Il y a là un mystère, que sans vouloir outrepasser le rôle du commentateur d'une œuvre à laquelle on est passionnément attaché, il faut tenter de résoudre.

Marguerite Yourcenar s'est elle-même suffisamment expliquée sur le fait que l'absence d'une image maternelle ne l'avait en aucune façon handicapée. Pourquoi pas ? Mais une autre image de femme a hanté son enfance, celle de sa grand-mère Noémie. Le portrait cruel qu'elle fait d'elle, dans *Archives du Nord,* est impitoyable.

C'est elle la fée Carabosse qui, penchée sur le berceau de la petite orpheline, a déterminé à tout jamais le mépris dans lequel Marguerite Yourcenar tient encore aujourd'hui tant de femmes en même temps que sa haine du « bourgeois ».

« Je l'ai connue qu'octogénaire, tassée et alourdie par l'âge, allant et venant dans les corridors du Mont-Noir, comme dans un récit de Walter de la Mare, l'inoubliable tante de Seaton rôde dans sa maison vide, devenue aux yeux des enfants qui la regardent l'épaisse incarnation de la mort, ou, pis encore du Mal. Mais le prosaïsme de Noémie ne favorisait pas les épouvantes. Brouillée avec son fils, en froid avec son gendre qu'elle craignait, à la fois partiale et sardonique envers son petit-fils, elle me brimait sans parvenir à entamer ce cocon d'indifférence qui, parfois, entoure l'enfance, et la défend contre les provocations des adultes. Après ses trois repas, la douairière allait s'asseoir au salon dans une encoignure d'où elle pouvait surveiller sans être vue toute une enfilade de pièces, et entendre ce qui se disait contre elle au sous-sol, grâce à une bouche de calorifère faisant fonction du tuyau acoustique. (...) Les religieuses garde-malades qu'on mit près de ma grand-mère vers la fin étaient soumises au même régime policier. Cette vieille femme qui avait toute sa vie craint la mort finit seule au Mont-Noir d'un arrêt du cœur. « Du cœur ? » s'écrit un voisin de campagne facétieux. « Elle ne s'en était pourtant pas beaucoup servi. »

Pour Marguerite Yourcenar, Noémie, « l'Abîme mesquin », n'est pas seulement l'aïeule détestée, elle est aussi l'archétype d'une classe dont elle a appris à se méfier et qu'elle méprise avec un emportement tout aristocratique. « J'ai noté ailleurs le goût de ma grand-mère pour le pronom possessif. L'hôtel de Lille est « mon hôtel », le Mont-Noir « mon château », et le landeau du couple « mon landau ». Michel-Charles, « Monsieur » pour les domestiques, est le reste du temps « mon mari », son prénom ne reparaît brusquement qu'accolé à une admonition (" Michel-Charles, vous allez faire verser cette voiture ! "). »

Mazette, quelle mégère ! Et Marguerite Yourcenar écrit plus loin, à la fin d'un réquisitoire sans appel contre ce monstre froid que fut sa grand-mère, « Michel-Charles (le mari de Noémie) souffre d'ulcères à l'estomac depuis son mariage ». Ainsi s'éclaire sans doute mieux la réticence (pour ne pas dire plus) que l'écrivain Marguerite Yourcenar éprouve à faire des femmes ses héroïnes.

A côté de ce personnage caricatural et à qui pourtant elle ne cesse de faire référence dans *Souvenirs pieux* et *Archives du Nord* en lui accordant une kyrielle d'adjectifs plus péjoratifs les uns que les autres (l'insupportable Noémie, l'intolérable Noémie, l'abominable Noémie), toutes les autres femmes de sa famille font pâle figure. Ce sont des dévotes soumises, des « saintes » sentimentales et résignées pour lesquelles Marguerite Yourcenar éprouve une commisération agacée et ironique. Rien de comparable, chez ces dames patronnesses dégoulinantes de bons sentiments, avec l'odieuse vigueur de « Mame Noémie ». Elles ne font pas le poids !

Et puis toutes ces femmes sont si loin de la vie. L'amour, c'est le mariage et c'est tout dire. Les sens, une femme honnête n'a pas de plaisir. « Vertueuse, au sens ignoblement étroit qu'on donne à ce mot, à l'époque, quand on l'emploie au féminin, comme si la vertu pour la femme ne concernait qu'une fente du corps. (...) L'acte de chair a pu lui sembler comme à tant de ses contemporaines un inconvénient de cet état conjugal hors duquel une « personne du sexe » ne pourrait se dire « établie » et se croirait " laissée pour compte ". »

La religion, grand réconfort pour ces créatures frustrées, c'est ce que leurs confesseurs et les bonnes sœurs leur ont appris : « Elle était, en fait, de ces bonnes catholiques qui vont le dimanche à la messe de onze heures, font leurs pâques, et prennent soin de manger et de faire manger maigre autour d'elle les jours d'abstinence. Par les temps d'orage où la foudre tombe fréquemment sur les hauteurs du Mont-Noir, elle manifeste aussi ses sentiments religieux en s'enfermant dans un placard avec un chapelet. »

Bref, la dame « aux lèvres sèchement closes comme le fermoir d'un sac » a marqué de manière indélébile le grand écrivain qu'est devenue sa petite-fille.



Marguerite Yourcenar dans la cuisine de sa maison de « Petite plaisance » dans l'île des Monts déserts, aux Etats-Unis.



A sa machine à écrire.

Sygma

Le bonheur est un sous-produit

POUR cet écrivain rigoureux qui s'accommode mal des redondances, déteste le folklore et les mots-fétiches avec lesquels le siècle fait joujou, « le bonheur est un sous-produit » *(Radioscopie).*

Elle déclare n'y penser jamais, et il est vrai que ses personnages le rencontrent rarement au sens platement contemporain que nous donnons à ce mot. Si le bonheur, c'est ne pas souffrir, alors aucune des créatures de fiction de Marguerite Yourcenar ne le connaît. Pas plus d'ailleurs que les « héros » de ses livres autobiographiques. Parents, grands-parents, oncles et tantes vivent la passion, la haine, l'amour ou l'amitié mais le bonheur est absent de leur destin.

« Tout bonheur est une innocence, il faut même, si je vous scandalise répéter ce mot qui paraît toujours misérable car rien ne prouve mieux notre misère que l'importance du bonheur. » (Alexis)

Si on peut être fou de joie, pourquoi ne serait-on pas « sage de douleur » ?

Cette vision stoïcienne de la vie que Marguerite Yourcenar a tétée avec le lait de ses humanités grecques et latines s'approfondit dans la maturité et désormais la vieillesse.

L'anthologie de poètes grecs intitulée *La Couronne et la Lyre* qu'elle publia en octobre 1979 est à cet égard éclairante. Sa longue fréquentation des poètes grecs et la sympathie — au sens étymologique de ce mot — qu'elle ressent pour la pensée bouddhique ont forgé son pessimisme sévère et la conviction profonde que « la vie c'est l'ordre ».

« Nulle chose ne naît. Pas de destruction. / Nulle chose ne meurt, mais tout n'est que mixture. / Et ce mélange vaste est appelé Nature... *(Empédocle.)*

La grande crainte de Marguerite Yourcenar est que nous ayons perdu définitivement ce sens de l'ordre, pervertis que nous sommes par les deux fléaux majeurs de notre époque : l'avidité et l'ignorance.

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

On a souvent dit et écrit que Marguerite Yourcenar défendait des thèmes conservateurs, un ordre de castes immuables, heureusement en voie de disparition. Toute son œuvre s'inscrit en faux contre cette assertion. Suffit-il que le mot « ordre », ait été trop souvent récupéré par des idéologies totalitaires pour que le mot « désordre » soit immédiatement synonyme de liberté, de justice, de sagesse ou d'intelligence ?

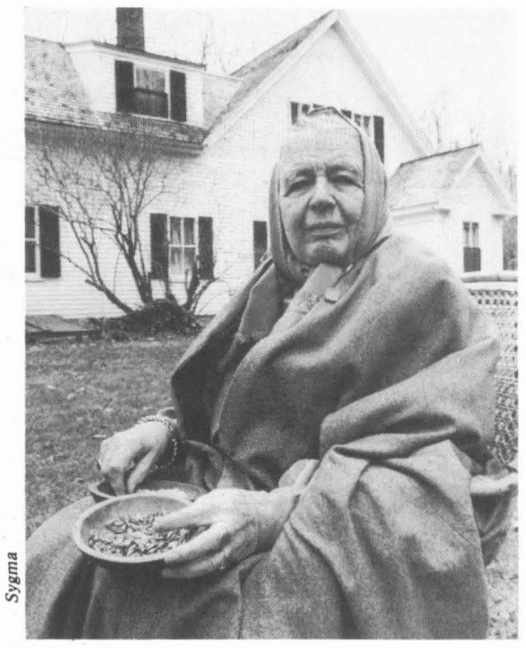
« Agir et penser comme tout le monde n'est jamais une recommandation ; ce n'est pas toujours une excuse. A chaque époque, il est des gens qui ne pensent pas comme tout le monde, c'est-à-dire qui ne pensent pas comme ceux qui ne pensent pas. » *(Archives du Nord.)*

Celle qui dépeignit et comprit dès 1934 l'Italie de la dictature mussolinienne ne peut être assimilée à un quelconque chantre nostalgique de la droite.

« L'une des raisons pour lesquelles *Denier du rêve* a semblé mériter de reparaître est qu'il fut en son temps l'un des premiers romans français (le premier peut-être) à regarder en face la creuse réalité cachée derrière la façade boursouflée du fascime, au moment où tant d'écrivains en visite dans la péninsule se contentaient encore de s'enchanter une fois de plus du traditionnel pittoresque italien ou s'applaudissaient de voir les trains partir à l'heure (en théorie du moins) sans songer à se demander vers quel terminus les trains partent. » (Préface au *Denier du rêve,* 1959). Et elle écrit encore, à propos du dictateur fasciste : « Est-ce qu'il existe, lui, ce tambour creux sur lequel battent les peurs d'une classe et la vanité d'un peuple ? » *(Denier du rêve.)* Il suffit de voir qui sont les personnages de Marguerite Yourcenar pour comprendre vers qui va son élan, sa compréhension et son adhésion. Les plus attachants sont des révoltés, des subversifs. Nous dirions aujourd'hui des anarchistes. Ils ne veulent pas le désordre, ils souhaitent seulement changer l'ordre des choses.

« C'est le besoin de servir, pendant qu'il est temps encore ceux qui vivent, qui l'avait jeté dans l'action politique. Dès l'enfance Rémo a violemment pris parti en faveur du faible, de l'opprimé et de l'insulté. » *(Souvenirs pieux.)* Comme son oncle maternel, Marguerite Yourcenar est proche du faible et de l'opprimé. L'attention tendre qu'elle porte aux minorités écrasées est là pour en témoigner. Son recueil de traductions de chants nègres, *Fleuve profond sombre rivière* est un bouleversant hommage aux Noirs américains, vaincus parmi les vaincus. Et son attachement à la cause des Indiens d'Amérique, eux aussi victimes du génocide, est bien connu.

Marguerite Yourcenar espère en un monde plus raisonnable, meilleur et plus sage. Mais son « âcre lucidité » lui fait dépeindre notre XXe siècle sans illusion : « La torture qu'on croyait reléguée dans un pittoresque Moyen Age redeviendra une réalité ; la pullulation de l'humanité dévalorisera l'homme. Des moyens de communication massifs au service d'intérêts plus ou moins camouflés déverseront sur le monde, avec des visions et des bruits fantômes, un opium du peuple plus insidieux qu'aucune religion n'a jamais été accusée d'en répandre. Une fausse abondance, dissimulant la croissante érosion des ressources, dispensera des nourritures de plus en plus frelatées et des divertissements de plus en plus grégaires, *panem et circenses* de sociétés qui se croient libres (...) Des centaines d'espèces animales qui avaient réussi à survivre depuis la jeunesse du monde seront en quelques années anéanties pour des motifs de lucre et de brutalité ; l'homme arrachera ses propres poumons, les grandes forêts vertes. L'eau, l'air, et la protectrice couche d'ozone, prodiges quasi uniques qui ont permis la vie sur la terre seront souillés et gaspillés. A certaines époques, assure-



Sygma

t-on, Siva danse sur le monde, abolissant les formes. Ce qui danse aujourd'hui sur le monde est la sottise, la violence et l'avidité de l'homme. »

La contemporaine d'Auschwitz, de Dresde et d'Hiroshima ne nourrit plus beaucoup d'espoir dans la destinée collective de l'homme. Mais cette vision pessimiste ne pousse pas Marguerite Yourcenar à se complaire pour autant de la contemplation morose et désespérée du monde à la manière des misanthropes grecs.

« Je suis mort sans laisser de fils et regrettant

Que mon père avant moi n'en eût pas fait autant. » (Cité dans *la Couronne et la lyre.)*

Au contraire, il faut lutter. Chacun à sa place et selon ses moyens. « Plus courageux ou plus désespérés, nous avons pris l'habitude depuis 1943 de nous attendre à voir le ciel tomber sur nos têtes. »

Depuis que l'homme, pris de folie, se croit tout-puissant, le seul recours est dans l'approfondissement solitaire et persévérant de l'expérience individuelle. Loin de jeter l'éponge, Marguerite Yourcenar croit qu'il est encore possible de se reprendre. « L'humain me satisfait ; j'y trouve tout jusqu'à l'éternel. » *(Mémoires d'Hadrien.)*

Même les plus nombreux, les plus obscurs, ont une chance d'apporter leur pierre à l'édifice jamais terminé.

« S'il s'agissait de faire en beau son portrait, j'aimerais lui prêter plus d'indignation contre l'injustice, qui à ce moment est à droite. Néanmoins, à une époque où chacun ment ou déraisonne, où on n'a le choix qu'entre défenseurs de l'ordre durcis dans leur moralité d'apparat sans pitié, ni bonté et des idéologues amenant à force de gaffes l'heure des dictatures, entre les loups bien nourris d'une part et les moutons enragés de l'autre, le jeune homme qui s'amuse à fabriquer un presse-papier avec des fragments de marbre antique est peut-être un réaliste. » *(Archives du Nord.)* Ou encore « Michel-Charles n'est pas un grand homme. Je le définirais comme un homme quelconque, si l'expérience ne nous apprenait qu'il n'y a pas d'homme quelconque. » *(Archives du Nord.)*

Dans un monde « pauvre de courtoisie », la première vertu est l'attention que l'on porte aux autres. Et Marguerite Yourcenar, pour qui le féminisme a échoué car il s'est trompé en voulant faire de la femme un homme incomplet, trouve dans les vertus dites féminines des raisons d'espérer.

La douceur, une infinie sympathie envers les êtres, l'amour des choses simples, la patience peuvent seuls inverser le cours tragique des choses.

Cette femme, et nous l'avons amplement démontré, qui ne trouve pas de mots assez durs pour qualifier certaines veuleries, coquetteries et autres attitudes typiquement « femelles », n'est pas loin de croire que si ce monde mérite d'être sauvé, il le sera par les femmes. ●

Claudel ou les gros sabots de satin

On peut adorer Claudel et ses bouillonnements baroques. On peut aussi dénoncer avec véhémence sa misogynie viscérale. C'est en féministe que Michelle Coquillat juge "le Soulier de satin"

PAR MICHELLE COQUILLAT

SUR la scène claudélienne où les mâles extatiques célèbrent les sublimes mythologies phalliques, dans le débordement d'un langage plein de bouillonnements baroques, la femme, certes, a une place de choix : elle est la sacrifiée. Oh, on lui enveloppe la chose ! On la lui fait prendre avec une dose extraordinaire de douceurs qu'on lui cache soigneusement sous les formes les plus convaincantes de la logique inattaquable des jésuites. Car elle est le mal. Rien ne peut faire qu'elle ne le soit pas. Rien ne peut faire qu'elle l'ignore.

Six heures de Claudel, et la voilà convaincue qu'elle a été mise sur la terre pour la souffrance et la perte de l'homme. Cependant on lui souffle qu'elle est humaine. Qu'elle a donc une espèce de libre arbitre. Là est sa chance de se faire, qui sait, l'égale du « grand mâle sublime » : ayant reconnu qu'elle était le mal et que tout en elle la portait inexorablement au mal, il lui faut consentir à son sacrifice. Mieux même, aller au devant de son immolation. Mais alors quand elle y a consenti, quelle récompense ! Quelle débauche de métaphores tendres, mystiques, amoureuses de la part de son créateur Claudel ! Elle meurt, certes, elle expie (on ne sait plus trop bien quoi, ça a si peu d'importance, tout cela est si beau...), mais c'est dans la gloire d'une syntaxe qui mêle les pomposités archaïques aux affectueuses modernités de la canaille (n'est-on pas attendri jusqu'aux larmes par cette charmante Dona Musique qui « boustife la boustifaille » : deuxième journée, scène VIII ?).

« Le Soulier de satin » est sans doute la pièce de Claudel la plus gênante parce que la plus parcellaire. Multiplicité de personnages se livrant à d'interminables dialogues qui sont presque tous des variations sur le même sujet. On se fatigue vite de ce manque d'unité que seul le ton peut soutenir puisque les personnages, dépourvus de vie, ne sont que des métaphores. Théâtre purement didactique et qui s'enlise dans une emphase poétique qui finit par excéder car elle ne se renouvelle pas.

Barrault sert bien le texte... c'est-à-dire qu'il s'effondre. A trop avoir voulu croire à son pouvoir incantatoire, et à l'original génie de son inspiration, il l'a livré ainsi, nu, sans une fioriture scénique, et son vide, terrifiant comme le sujet même de la pièce, apparaît aussi vite que l'ennui qui, peu à peu, saisit le spectateur cloué pour six heures devant cette monstruosité philosophique.

C'était ça le monde chrétien, cette cruauté, cette prétention de l'homme, ce narcissisme de la virilité. Prise dans une telle absurdité odieuse où elle ne peut jamais aimer ou même rencontrer l'homme qui cependant est toute sa vie, tout son souffle — parce que tout ce qui est réellement authentique et essentiel est toujours dénié à la femme — la malheureuse Prouhèze ne peut alors que proclamer avec désespoir non pas sa révolte devant une nécessité aussi injuste et qu'on lui impose, mais la certitude intérieure qui est la sienne que cela est mérité. Brave Claudel ! Impuissante à se débrouiller d'un tel imbroglio, Hélène Arié s'essoufle, criante, monocorde, sans grâce, et qui, au fond, oserait le lui reprocher ? Rodrigue, en revanche, a des moments vibrants, et Jean-Pierre Bouvier sauve le spectacle par la conviction que, souvent, il apporte à son personnage. N'exprime-t-il pas un univers d'homme auquel chaque homme se sent flatté d'appartenir ?

Il y avait beaucoup de monde, l'autre soir, au théâtre d'Orsay. Claudel attire les foules, en ce moment. Il est de bon ton de le trouver beau. Mais à quel besoin inconscient répond-il ? Pourquoi tous ces jeunes gens extasiés ? Qui veut-on immoler ? Tout drame claudélien est une messe, nous savons cela. Nous savons aussi que la pauvre immolée est sauvée... dans l'au-delà. Maigre consolation qui ne doit plus pouvoir suffire mais qui fait encore pleurer de désir et d'attendrissements trop de femmes fatiguées de ne savoir à quoi elles servent. Un tel théâtre leur donne un emploi, les justifie par une nécessité inique et il faut, une fois de plus, dénoncer les dangers d'une entreprise qui ose cacher son dessein d'anéantissement de la femme sous les dehors séduisants de la plus odieuse cuisine poétique. ●



Madeleine Renaud dans « le Soulier de satin ».

« Le Soulier de satin » de Paul Claudel. Mise en scène de Jean-Louis Barrault et Jean-Pierre Granval. Avec Jean-Pierre Bouvier et Hélène Arié. Au théâtre d'Orsay.

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

RADIO SAN ANTONIO

Quand Claude Villers entame une conversation avec un « personnage », il ne sait pas combien de temps elle durera. Avec Haroun Tazieff il avait prévu six semaines d'émission ; ils ont tenu l'antenne quatorze semaines et les auditeurs de France-Inter continuent à en redemander à longueur de courrier. Qu'en sera-t-il avec Frédéric Dard ? Depuis le 11 février, chaque jour à 13 h 30, du lundi au vendredi, Villers propose l'« Histoire de San Antonio racontée par Frédéric Dard ». Jusqu'à quand ? « Durée indéterminée », répond Villers.

Pourquoi Frédéric Dard ? Claude Villers s'en explique : « Je fais partie de ceux qui aiment les « San Antonio ». Récemment, partant pour Hawaï, j'ai emporté de la lecture, de quoi occuper les vingt-trois heures d'avion que dure le vol ; entre autres « Y a-t-il un Français dans la salle ? », un livre signé San Antonio mais manifestement écrit à partir de la vie et des tripes de Dard. J'ai été touché au vif par ce bouquin. J'ai eu envie d'en savoir plus sur Frédéric Dard... » A l'antenne, Dard parle de sa mère et de son père, de son enfance dans l'Isère, de ses début de journaliste à Lyon, de son installation à Paris ; et, soudain, alors qu'on ne s'y attend pas, il dérape sur la politique, les droits de l'homme, l'économie, les jeux Olympiques, etc. Etonnant !

« Surprenant bonhomme en effet, commente Claude Villers. Il ressemble et ne ressemble pas à ses livres. Il leur ressemble : il raconte aussi bien oralement que par écrit ; il brosse des tableaux et campe des personnages avec une précision inouïe ; c'est un vrai caricaturiste. Il ne leur ressemble pas : il n'est pas sûr de lui, il est sans cesse inquiet, il me téléphone entre deux enregistrements et me demande à chaque fois si je suis sûr que ses propos peuvent intéresser les auditeurs. On m'avait dit : « Dard est un suicidaire. » J'ai découvert un suicidaire... qui dévore la vie. J'ai découvert un généreux et un tendre, quelqu'un qui a autant d'élégance de cœur que d'humour, un utopiste forcené. Je suis plutôt heureux de l'avoir rencontré. »

Alors, Docteur Dard ou Mister Antonio ? Affaire à suivre.

JAZZ DAUPHINOIS

La maison de la culture de Grenoble, le jazz club, les discothèques municipales, la maison de quartier Espace 600 et le théâtre de la ville se sont associés pour organiser « Cinq jours de jazz à Grenoble ». Concerts, animations, ateliers, stages, films, expositions et tables rondes vont, à travers cette manifestation tentaculaire, faire vivre les Grenoblois à l'heure du jazz du 17 au 23 mars. Tous styles garantis ! A chacun de choisir ! Le menu est copieux : Jacques Thollot Quintet, les Percussions de Strasbourg, Tania Maria Company, Gérard Marais quartet, la Marmite infernale, Marvelous Band, Art Ensemble of Chicago, Percussions Ensemble, Stu Martin, Omar Yagoubi, Detlef Schönenberg Solo, Duo Christmann/Schönenberg, Martin Saint-Pierre, François Tusques, Jacques Panisset Quartet, Dave Burell, Papa Oyeah Makenzie, Panisset/Rakotomala Duo, Jean Bertin/Harountioun Takavor et Steve Waring. Renseignements au (76) 42.48.36.

MARIA PAS MORTE !

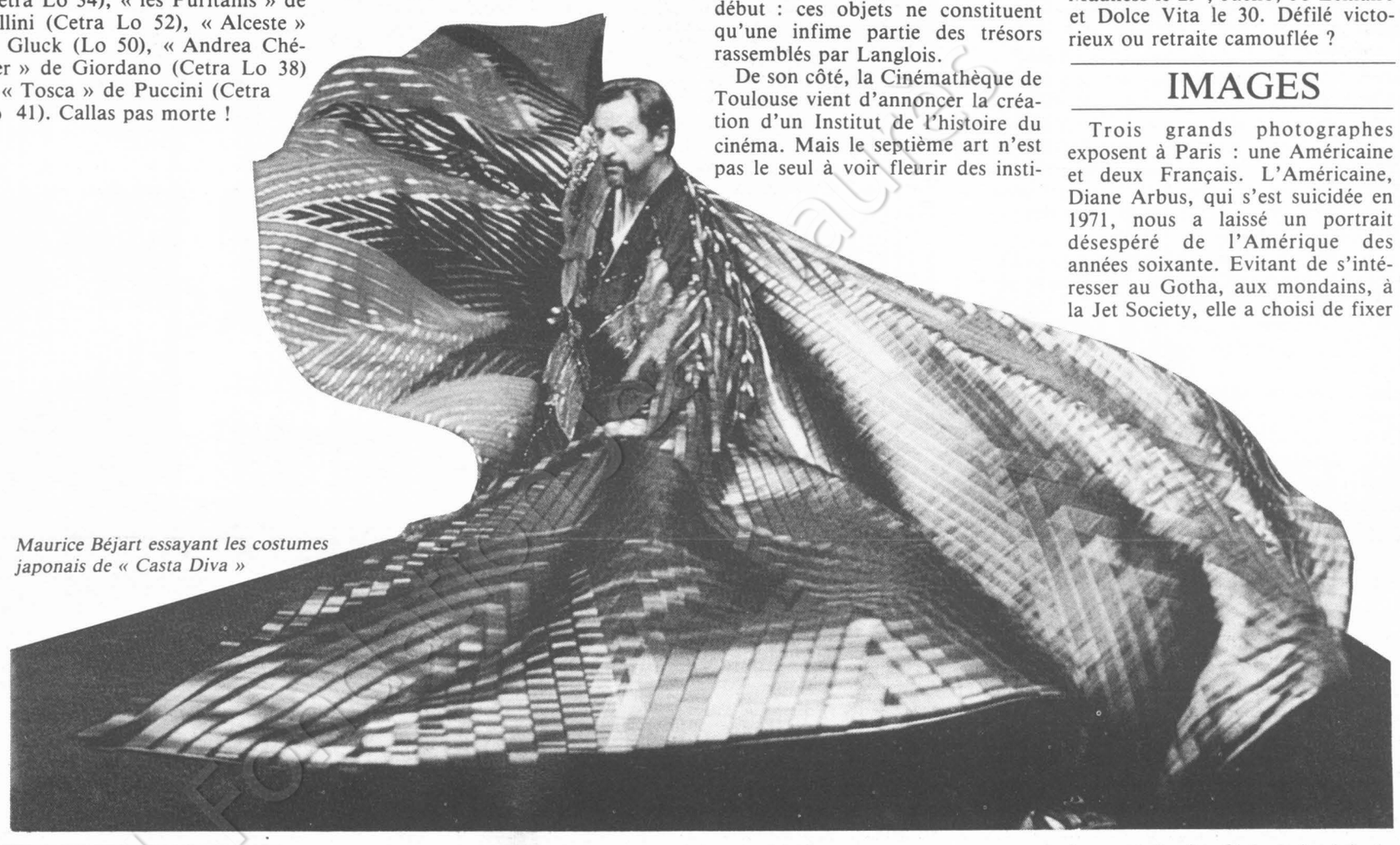
Il y a une quinzaine d'années, Maurice Béjart écrivit une pièce spécialement pour Maria Callas : « Casta Diva ». Il n'osa la lui proposer que bien plus tard. Callas hésita, tergiversa, traîna, suggéra d'en faire un film. Trop tard ! Elle mourut avant que le projet n'aboutisse. Béjart a finalement décidé de monter le spectacle sans Callas et de le jouer lui-même. Il le présente à Beaubourg, à l'Ircam, du 18 mars au 5 avril. Un hommage exceptionnel.

Béjart n'est pas le seul à ne pas oublier Callas. Les fabricants de disques ne l'enterrent pas non plus ! Pathé-Marconi vient de rééditer l'enregistrement de « Madame Butterfly » de Puccini ; Maria y chante soutenue par l'orchestre de la Scala de Milan dirigé par Herbert von Karajan (coffret de trois disques, Voix de son maître C 163 00424/25/26). La firme italienne Cetra (distribuée en France par L.m.g., 56, boulevard Exelmans, Paris 16e) ne lance pas moins de cinq coffrets Callas sur le marché ces jours : « le Barbier de Séville » de Rossini (Cetra Lo 34), « les Puritains » de Bellini (Cetra Lo 52), « Alceste » de Gluck (Lo 50), « Andrea Chénier » de Giordano (Cetra Lo 38) et « Tosca » de Puccini (Cetra Lo 41). Callas pas morte !

CAFE-THEÂTRE EN BALLADE

D'abord phénomène parisien, le Café-théâtre s'est ensuite peu à peu implanté en province : à Bordeaux, Lyon, Toulouse, Rennes, Limoges, etc. On peut même dire qu'aujourd'hui la température de ce genre récent est régulièrement prise hors la capitale. C'est ainsi que la maison de la culture de Rennes organise depuis cinq ans un Festival international du café-théâtre et du théâtre en marche. Le sixième F.i.c.t.e.m., qui se déroulera du 18 au 27 mars, aura le visage des précédents : celui d'une confrontation sans exclusive, mêlant les spectacles étrangers aux Français. L'affiche étrangère : le Hauser Orkater (Hollande), El Gayo Vallecano (Espagne), le Piccolo Teatro di Pontedera (Italie), le T.e.u.c. (Portugal), le Het Penta Theater (Hollande), The Spider woman (Etats-Unis) et Hesitate and Demonstrate (Grande-Bretagne). L'affiche française : les Jumelles, le Théâtre de l'acte, le Théâtre de recherche de Marseille, Dominique Bailly, Henry Gruvman, Triboulet, Romain Bouteille et le Café de la gare, la Compagnie de l'Avel, le Théâtre de la Petite Ortie, le Théâtre de l'exigu et le Théatréquipe de la Chamaille.

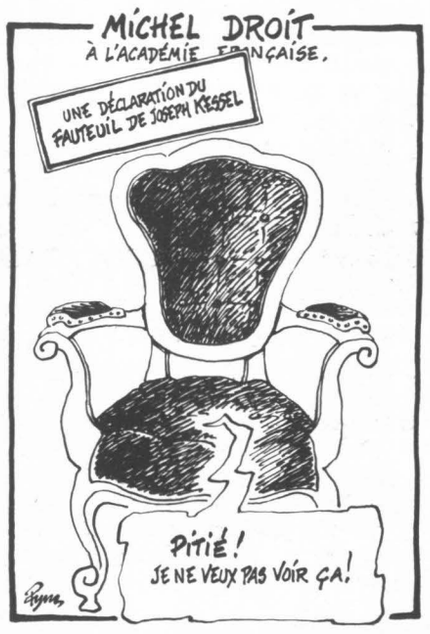
Le conseil d'animation et la municipalité de Conflans-Sainte-Honorine, de leur côté, organisent des « Rencontres de café-théâtre » du 14 au 19 mars. Pour une première manifestation de ce type en banlieue, ils ont choisi : Patrick Font et Philippe Val le 14, Marianne Sergent le 15, Jean-Paul Farré le 16, « Essayez donc nos pédalos » le 17, Jacques Villeret le 18 et « le Chat débotté » le 19.



Maurice Béjart essayant les costumes japonais de « Casta Diva »

DROIT... DANS LA GUEULE

Michel Droit, que René Fallet apostropha publiquement un jour d'un jovial et insolent « Alors, toujours aussi con ? », vient donc lui aussi d'entrer à l'Académie française. Cette nouvelle, heureusement éclipsée par l'élection de Marguerite Yourcenar, a néanmoins suscité une savoureuse réaction. On se souvient qu'il y a quelques mois le Droit en question s'est lancé dans une de ces croisades chauvines dont on lui laisse volontiers l'exclusivité : cette fois, avec une pointe d'antisémitisme sous la plume, il s'en est pris à la « Marseillaise » en version reggae de Serge Gainsbourg. Interrogé par nos confrères de « Libération » sur la prochaine entrée de Michel Droit sous la Coupole, Gainsbourg a donné à son commentaire la force d'un poing dans la gueule : « Je crois que Joseph Kessel à qui il succède à l'Académie était Juif... On va voir Michel Droit faire l'éloge d'un Juif... A part ça, je m'en branle... Je m'en tape. Mais c'est assez comique. »



INSTITUTIONS

Le musée du Cinéma, sur la colline de Chaillot, avait été inauguré en 1972 par son fondateur : Henri Langlois. Faute de crédits, il n'était pas resté ouvert très longtemps. Il vient de rouvrir. Par un effet de la bonté du ministre Lecat, qui a bien dû prendre quelques mesures concrètes pour donner de la crédibilité à son « Année du patrimoine ». Cette reconnaissance posthume du travail de Langlois a un goût légèrement amer... mais les fous de cinéma y trouveront leur compte : cinq mille objets de collection pour le moment, cinq mille objets qui renvoient aux noms de Chaplin, Feyder, Linder, Méliès, Von Stroheim, etc. Ce n'est qu'un début : ces objets ne constituent qu'une infime partie des trésors rassemblés par Langlois.

De son côté, la Cinémathèque de Toulouse vient d'annoncer la création d'un Institut de l'histoire du cinéma. Mais le septième art n'est pas le seul à voir fleurir des institutions dans ses rangs. Le jazz et la danse ont aussi les leurs. Qui sait qu'il existe depuis 1976 un Centre d'informations musicales (83 bis, rue Doudeauville, Paris 18e) qui a pour objectif de faire connaître le jazz en France ? Ce centre a créé un label, une maison de disques, Open, qui enregistre et diffuse les jeunes jazzmen français : Patrice Caratini, Marc Fosset, Michel Graillier, Claude Guilhot, etc. Il publie aussi une revue trimestrielle : « Jazzophone ». Et qui sait que s'ouvrira en juin prochain, à Lyon, une Maison de la danse ? Elle accueillera en permanence cinq compagnies et successivement tous les jeunes chorégraphes de l'Hexagone.

RAVEL LE MAGICIEN

La première série des émissions « Grâce à la musique » avait été consacrée à Schumann, Schubert, Jean-Sébastien Bach et Chopin. Elle avait été très suivie par les téléspectateurs. F.r. 3 a donc décidé de récidiver. Ce qui nous vaudra de passer deux heures en compagnie de Maurice Ravel, le 15 mars, à partir de 20 h 30. François Reichenbach, le réalisateur, s'efforce d'y monter que Ravel n'est pas seulement « l'homme du Boléro », mais aussi le musicien exotique de la « Rapsodie espagnole » et de « Shéhérazade ». Sans oublier l'audacieux compositeur du « Concerto pour la main gauche » ni le contemporain des jazz-band avec son « Concerto en sol majeur ». Une telle diversité de ton lui a fort justement valu d'être surnommé « le magicien de l'orchestre ».

AH ! LE PETIT ROCK FRANC...

Le rock se vend à nouveau bien, merci. Mais ce n'est plus le même. Terminé, le raz-de-marée anglo-saxon des « sixties ». La mode est au rock français ou européen. L'opération est plus ou moins, plutôt plus que moins, téléguidée par la S.a.c.e.m. et les radios périphériques. Parallèlement au slogan « Chantons français », on développe l'opération « Rockons français ». Sans le dire, tout en le faisant. A preuve, l'opération « Europe rock 80 » montée par Europe 1 à Nogent-sur-Marne jusqu'au 30 mars. Bernard Lavilliers, Starshooter, Téléphone et quelques autres ont « déjà donné » le week-end dernier. La liquidation continue : Diesel, Cure et Spécial le 14 mars, Alain Bashung, Olivier Lorquin, Trust et Little Bob Story le 15, Odeurs, Lily Drop, Taxi Girl, Valérie Lagrange et Jacques Higelin le 16 ; Lew Lewis, Lene Lovich et Madness le 29 ; Jacno, Jo Lemaire et Dolce Vita le 30. Défilé victorieux ou retraite camouflée ?

IMAGES

Trois grands photographes exposent à Paris : une Américaine et deux Français. L'Américaine, Diane Arbus, qui s'est suicidée en 1971, nous a laissé un portrait désespéré de l'Amérique des années soixante. Evitant de s'intéresser au Gotha, aux mondains, à la Jet Society, elle a choisi de fixer les paumés, les déchus, les laissés-pour-compte du capitalisme clinquant : homosexuels et travestis, jumelles et triplés, nains et géants, solitaires et malades, vieillards et camés, enfants errants, etc. Oncle Tom, cela aussi est ton œuvre, semble dire toute l'exposition qu'on peut voir en ce moment à Beaubourg, au quatrième étage. Le livre « Diane Arbus », que publièrent les éditions du Chêne en 1973, n'est pas encore épuisé...

A la Galerie Nouvel-Observateur/Delpire (13, rue de l'Abbaye, 6e), Henri Cartier-Bresson propose une superbe série de ses images, jusqu'au 5 avril. Il a parcouru le monde ; il en a vécu, appareil à la main, les événements les plus forts depuis 1932. Il n'est pas le seul. Mais il est l'un des seuls à avoir toujours su saisir la dimension humaine dans le fatras et les soubresauts de l'Histoire : un geste, un regard, une attitude...

Edouard Boubat a beaucoup voyagé également. Son œil est aussi averti que celui de Cartier-Bresson. Son cœur est peut-être encore plus gros : pas une de ses photos qui ne soit porteuse d'émotion. Un poète de la pellicule ! Jacques Prévert, qui s'y connaissait en photographes (il a travaillé avec Brassaï, Robert Doisneau, Izis et André Villers), appelait Boubat « le correspondant de paix ». Un surnom mérité. Comme le confirment les cent trente clichés présentés au musée d'Art moderne de la ville de Paris, jusqu'au 7 avril.

Un communiste qui a de la mémoire...

S'il est exact que la mémoire est révolutionnaire, c'est une véritable charge explosive que contient le dernier livre de Jorge Semprun, "Quel beau dimanche !"

PAR CLAUDE ESTIER

A l'heure où tel dirigeant devenu communiste quelques années après la guerre s'efforce à grand-peine de reconstituer son itinéraire de ces années noires où l'Europe était écrasée sous la botte nazie, il est réconfortant de lire un récit où ne manque aucun détail de ce que fut au même moment l'expérience d'un homme de la même génération, dirigeant communiste, aujourd'hui en rupture de Parti et qui, parce qu'il avait choisi le combat clandestin, connut la vraie déportation, celle du camp de Buchenwald. S'il est exact que la mémoire est révolutionnaire, c'est une véritable charge explosive que contient le dernier livre de Jorge Semprun « Quel beau dimanche ! » (Grasset).

Mais s'agit-il vraiment d'un récit ? A plusieurs reprises l'auteur affirme vouloir s'accrocher à la chronologie. Il est clair pourtant que telle n'est pas sa préoccupation majeure. Sans doute conte-t-il son histoire à partir de l'après-midi désœuvré d'un dimanche de décembre 1944 entre les miradors gardés par les S.S. Mais en mêlant les retours en arrière et, comme il dit, les « retours en avant », il brosse par petites touches une vaste fresque qui dépasse singulièrement la dimension d'un ouvrage sur la déportation. « Quel beau dimanche ! » est bien autre chose qu'un livre d'histoire. C'est d'abord un livre littéraire avec, dès le départ, un merveilleux prétexte : la colline de l'Ettersberg où fut construit le camp de Buchenwald était celle-là même où Goethe avait coutume de se promener avec son ami Eckermann, les conversations des deux hommes ayant plus tard inspiré une œuvre imaginaire à Léon Blum que les hasards de la vie, si l'on peut dire, allaient conduire à son tour sous bonne garde à Buchenwald.

Mais « Quel beau dimanche ! » est aussi et surtout un livre politique, une longue réflexion avec tours et détours mais terriblement actuelle, qui aide à comprendre une histoire qui nous concerne tous et qui tient en cette interrogation à la fois simple et terrible : pourquoi la grande révolution d'Octobre qui avait allumé l'espérance au cœur de centaines de millions d'hommes est-elle désormais marquée de cette tache indélébile qui s'appelle le Goulag ? Semprun sait de quoi il parle. Sous le nom de Federico Sanchez, dont il a déjà publié il y a deux ans « l'Autobiographie », il a été jusqu'à son exclusion en 1964 l'un des principaux dirigeants du Parti communiste d'Espagne, l'ami et le confident de Santiago Carrillo qui lui avait raconté un jour sur le pont d'un bateau qui faisait le tour du lac de Zurich comment Krouchtchev et les autres membres du présidium du P.c.u.s. avaient en pleine réunion au Kremlin assassiné Béria, quelque temps après la mort de Staline.

Sous le stalinisme dont, comme tant d'autres, il ne soupçonnait pas encore l'étendue des crimes, Semprun s'est battu aveuglément pour le triomphe du communisme avant d'en revenir comme il était revenu de Buchenwald. Deux fois rescapé en quelque sorte ! Ayant approché les bourreaux, il témoigne aujourd'hui pour les victimes, sans ménagements, parfois excessif comme le sont ceux qui supportent mal d'avoir été trompés. On n'est pas obligé de souscrire au verdict de ce juge impitoyable. Mais la force de ce qu'il écrit contraint à méditer.

D'abord précisément sur le régime concentrationnaire des camps de travail correctifs dont l'appellation en russe a donné les initiales G.o.u.l.a.g. En 1934, rappelle Semprun, lorsque le ministère de l'Intérieur hitlérien établit les normes de l'internement administratif dans les camps de concentration, il y avait déjà quinze ans que le système fonctionnait en U.r.s.s., puisque c'est en février 1919 à la huitième séance du comité central exécutif pan-russe que Dzerjinsky avait déclaré : « Je propose de maintenir les camps de concentration pour utiliser le travail des détenus, des individus sans occupation régulière, de tous ceux qui ne peuvent travailler sans une certaine coercition. »

En 1937 en tout cas lorsque les premiers détenus en provenance de divers autres camps d'Allemagne commencèrent la construction de Buchenwald sur les hauteurs de l'Ettersberg, le système concentrationnaire du Goulag arrivait à son apogée.

Il y a certes bien des différences entre les camps hitlériens et les camps du Goulag. Mais l'une d'elles mérite qu'on s'y arrête : dans les premiers on savait que le bourreau était l'adversaire qu'on avait choisi de combattre. C'était un combat à la vie à la mort mais dont le sens était clair. Le détenu du goulag appartient, lui, au même parti que celui qui l'enferme et son désespoir en est encore amplifié. C'est pourquoi Semprun se montre sévère à l'égard de ceux — il pense en particulier aux auteurs communistes français de l'ouvrage « l'U.r.s.s. et nous » — qui souhaitent que l'on n'utilise pas le mot Goulag à cause de « la charge affective que ces deux syllabes étranges et inquiétantes peuvent porter ». Cette charge affective, souligne-t-il, ne tombe pas d'un ciel métaphysique, elle n'est pas une fatalité sémantique, « pour que ces deux syllabes ne fussent pas étranges et inquiétantes, il aurait suffi qu'il n'y eût pas de camp en U.r.s.s., c'est aussi simple que cela ! La charge affective donc vient du fait que l'on sait désormais ce que Goulag veut dire ».

A Buchenwald Semprun a survécu parce que communiste, il a bénéficié du réseau privilégié (tout est relatif) que les communistes du camp avait su établir entre eux pour se protéger des épreuves les plus dures. Il a connu là, lui l'Espagnol, des communistes allemands, russes, tchèques, français. Il a vécu avec eux, sous la fumée légère qui s'élevait en permanence du crématoire, la solidarité des instants où la vie ne tient plus qu'à un fil. Ceux des pays de l'Est ont accédé après la guerre à de hautes fonctions dans leurs pays respectifs avant d'être pour la plupart sanctionnés et souvent liquidés. Le bilan, vingt ans après, est effrayant, comme celui que Semprun a l'occasion de faire un soir de 1964 chez Jean Pronteau à Paris, où il rencontre Artur London, pour qui il écrira plus tard le scénario de « l'Aveu », et un autre proscrit tchèque compagnon de Buchenwald avec lequel il avait échangé ses bottes le jour de leur libération.

Tous portent les stigmates de leurs calvaires successifs et devant eux Semprun, qui vient d'être écarté pour déviationnisme de ses hautes fonctions à la direction du P.c.e., peut méditer sur la chance qui est la sienne de n'être pas né à Prague, à Berlin-Est où à Moscou. C'est cette chance encore qui lui permet aujourd'hui de témoigner, de mettre les points sur les i, de donner à penser aussi bien sur des problèmes théoriques d'interprétation du marxisme que sur des questions concrètes qui touchent plus simplement aux libertés élémentaires.

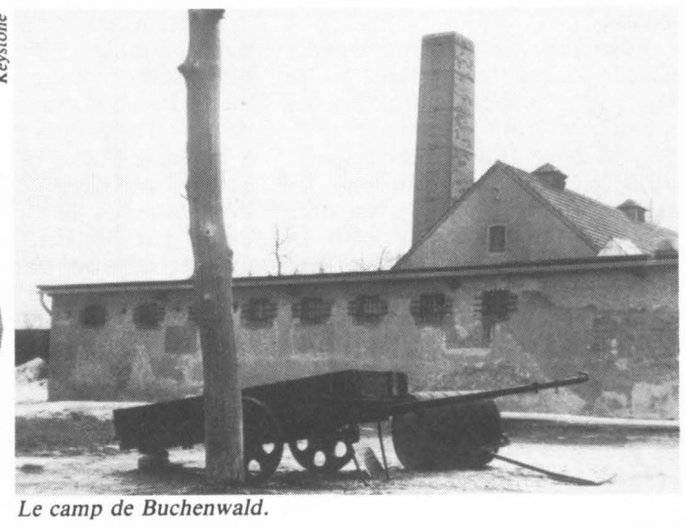
Le lien entre les deux se trouve peut-être dans cette réflexion à l'emporte-pièce d'un déporté communiste français qui était un peu à Semprun sur la colline inspirée de l'Ettersberg ce qu'Eckermann était à Goethe : « La dialectique, vieux, c'est l'art et la manière de toujours retomber sur ses pattes ! » Formule simpliste mais qui recèle sans doute un secret : celui qui unit les dogmatiques de tous les pays dans la conviction de détenir toujours la « pensée correcte », fût-elle contradictoire d'une période à l'autre.

N'est-il pas vrai que le livre de Jorge Semprun est étonnamment actuel ? ●



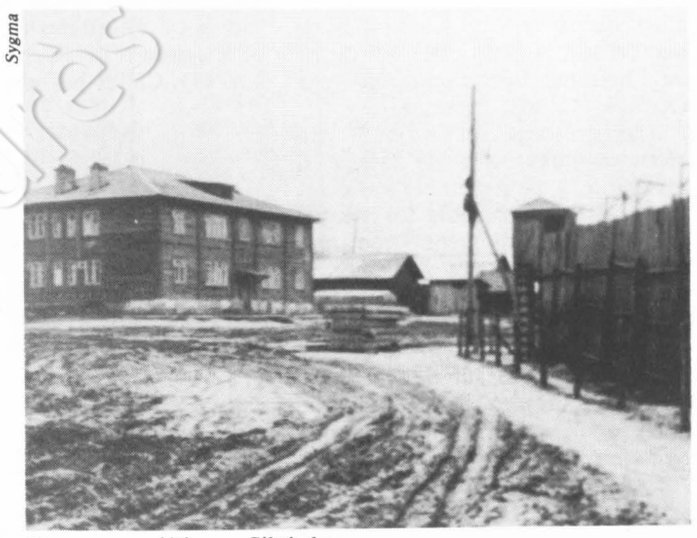
Pascal Lebrun

Keystone



Le camp de Buchenwald.

Sygma



Un camp soviétique : Siktiwkar.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325